

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Institut Supérieur de Formation et de
Recherche Appliquée (ISFRA)

République du Mali

Un Peuple-Un But-Une Foi



MEMOIRE DE MASTER DE RECHERCHE

Option: *Population-Environnement, Spécialité : Environnement et Pastoralisme*

THEME :

**ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DES MODES D'ACCES AU FONCIER
AGRICOLE DANS LES COMMUNES RURALES DE KOLONINGUE ET
DE M'PESSOBA, CERCLE DE KOUTIALA AU MALI**



Présenté et soutenu par : Djibril BERTHE

Jury :

Président : Dr Siaka FANE
Maître de conférences
à la FHG

Membres : Dr Pierre N. CISSE
Maître de conférences
à l'ISFRA

Pr Mahamane HALIDOU MAIGA
Professeur Titulaire à l'ISFRA

Lieu et date de soutenance :

Bamako, 17/07/2017

Directeur de mémoire :

Pr Mahamane HALIDOU MAIGA
Professeur Titulaire à l'ISFRA

Co-encadreurs :

Dr Amadou SDIBE

Dr Edmond TOTIN

Chercheurs à l'ICRISAT

Année Universitaire 2016-2017

TABLE DES MATIERES	ii
Sigles et abréviations	v
Avant-propos	vi
Dédicace	vii
Remerciements	viii
Liste des figures	ix
Résumé.....	x
Introduction.....	1
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE	4
1.1. Problématique	4
1.2. Hypothèses de recherche.....	6
1.3. Objectifs de la recherche.....	6
1.4. Revue critique de la littérature	6
CHAPITRE II: PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE	11
2.1. Présentation de la commune rurale de Koloningué.....	12
Aperçu historique.....	12
Les aspects physiques	12
⇒ Situation géographique.....	12
➤ Relief.....	12
➤ Climat.....	12
➤ Sols, végétation et faune	12
➤ Hydrographie.....	13
⇒ Caractéristiques démographiques :	13
⇒ Les activités économiques.....	13
➤ Agriculture	13
➤ Elevage	13
➤ Cueillette	14
➤ Artisanat et commerce.....	14
⇒ Accès aux services sociaux de base	14
➤ Service éducatif.....	14
➤ Services sanitaire	14
2.2.Présentation de la commune rurale de M'Pèssoba	15
Aperçu historique.....	15
Les aspects physiques	15
⇒ Situation géographique.....	15

➤ Relief.....	16
➤ Climat.....	16
➤ Sols et végétation.....	16
➤ Hydrographie.....	16
⇒ Cactéristiques démographiques	16
⇒ Les activités économiques.....	16
➤ Agriculture	16
➤ Elevage	17
➤ Cueillette	17
➤ Artisanat et commerce.....	17
⇒ Accès aux services sociaux de base	17
➤ Service éducatif.....	17
➤ Service sanitaire.....	17
CHAPITRE III: MATERIEL ET METHODES	19
3.1. Méthodes	19
3.1.1.L'enquête exploratoire	19
3.1.2.Les investigations de terrains	20
⇒ Choix des villages de la commune de M'Pèssoba	21
✓ Village de M'Pèssoba	21
✓ Village de Fantala.....	22
✓ Village de Zandièla.....	22
⇒ Choix des villages de la commune de Koloningué.....	22
✓ Village de Molobala	22
✓ Village de Farakoro	22
⇒ Choix des chefs d'exploitation à l'intérieur des villages.....	22
⇒ Répartition par commune et par village des acteurs enquêtés.....	23
Matériels.....	23
Traitement et analyse des données.....	23
CHAPITRE IV: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	24
4.1. Analyse de la dynamique des modes d'accès au foncier agricole dans les Communes Rurales de Koloningué et de M'Pèssoba	25
4.1.1. Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps	25
4.1.1.1. Caractéristiques de la population enquêtée	25
4.1.1.2. Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs dans le temps dans la Commune de M'Pèssoba	29

4.1.1.3.....Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs dans le temps dans la Commune de Koloningué.....	30
4.1.2. Description et analyse des modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace.....	31
4.1.2.1.Distribution des modes d'accès dans l'espace.....	31
4.1.2.2.Dynamique des modes d'accès dans le temps	32
4.1.2.3....Perceptions des acteurs par rapport à l'impact des modes d'accès sur la tenure des terres	34
4.1.2.4.Règles et pratiques locales de gouvernance du foncier agricole.....	34
o Procédures d'accès à la terre	34
o Mécanismes locaux de gestion des conflits.....	37
o Nature de quelques conflits fonciers gérés au niveau local ces quinze dernières années	39
4.2.3.Analyse des changements intervenus à la gouvernance du foncier agricole.....	39
4.2.3.1.Perceptions sur les changements intervenus à la gouvernance par commune..	39
4.2.3.2.Les changements observés dans les deux communes	40
4.2.4.Raisons des changements observés dans les deux communes	41
4.2.5.Perspectives d'avenir du foncier agricole dans la zone d'étude	42
4.2.5.1.Perspectives pour la commune de Koloningué	42
4.2.5.2.Perspectives pour la commune de M'Pèssoba	43
CHAPITRE V: DISCUSSION DES RESULTATS.....	45
Caractérisation des profils sociodémographique des acteurs du foncier agricole dans le temps	45
Description et analyse des modes d'accès au foncier agricole dans le temps et l'espace.....	45
Règles et pratiques locales de gouvernance du foncier agricole.....	46
Appréhension des changements intervenus à la gouvernance du foncier agricole	47
Perspectives d'avenir du foncier agricole.....	47
CONCLUSION GENERALE	48
REFERENCES	49
OUVRAGES GENERAUX	50
ANNEXES	xi
Annexe 1 : carte des pays ASSAR	xii
Annexe 2 : guide d'entretien	xiii
Annexe 3 : questionnaire	xiv
Annexe 4 : quelques Images de terrain	xvii

Sigles et abréviations

AMEDD : Association Malienne d'Eveil au Développement Durable

AOPP : Association des Organisations Professionnelles Paysannes du Mali

ASSAR : Adaptation à la balance dans les régions semi-arides (Adaptation at Scale in Semi-Arid Regions)

CAF : Centre d'Alphabétisation Fonctionnel

CED : Centre d'Education pour le Développement

CMDT : Compagnie Malienne de Développement des Textiles.

La Typologie suivante se rapportant au niveau d'équipement des paysans en zone CMDT est d'actualité :

Motorisé : Exploitation disposant d'un tracteur

A : Exploitation disposant d'au moins 10 bœufs ou de deux attelages

B : Exploitation disposant seulement d'un attelage complet

C : Exploitation disposant d'un attelage incomplet

D : Exploitation non équipée ne disposant que des dabas

CNRA : Comité National de la Recherche Agricole

CSCOM : Centre de Santé Communautaire

ICRISAT : Institut International de Recherche sur les Cultures des Tropiques Semi-Arides (International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics)

OHVN : Office de la haute vallée du Niger

ON : Office du Niger

ONG : Organisation non gouvernementale

PDSEC : Programme de Développement Sectoriel

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SPSS : *Logiciel de statistiques pour les sciences sociales (Statistical Package for the Social Sciences)*

WAAPP 2A/PPAAO : Programme de Productivité de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest

Avant-propos

Ce travail entre dans le cadre du WAAPP 2A/PPAAO (Programme de Productivité de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest) et du Projet ASSAR/ICRISAT.

Le WAAPP est un programme financé par la Banque Mondiale à travers le CNRA (Comité National de la Recherche Agricole). Il est mis en œuvre au Mali par les institutions de recherche, de vulgarisation et les ONG.

ASSAR est un projet qui fonctionne de manière coordonnée à travers sept pays dans les régions semi-arides de l'Inde, de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'ouest. Les pays d'interventions d'ASSAR se classent parmi les plus vulnérables au monde. Une carte de ces pays est en annexe du document.

Le présent mémoire réalisé avec l'appui financier et l'encadrement de l'équipe ASSAR du Mali, vise à collecter des informations relatives aux modes d'accès à la terre agricole, en identifiant les acteurs, les pratiques ainsi que les règles qui régissent la gouvernance du foncier Agricole tout en s'inscrivant dans une dynamique spatio-temporelle.

Dédicace

Je dédie ce mémoire à ma mère feu Fatoumata BERTHE.

Remerciements

A la fin de la présente recherche, je me dois de rendre gloire à Dieu, tout puissant et miséricordieux de m'avoir maintenu dans un état d'esprit et de santé sans lequel ce travail serait resté un rêve.

Si ce rêve est devenu une réalité, c'est aussi avec le concours d'un certain nombre de personnes dont l'honneur me revient de leur remercier sincèrement et de leur signifier toute ma gratitude entre ces lignes.

- Ces remerciements vont à tout le personnel de la Chaire UNESCO d'Enseignement et de Recherche sur l'Environnement à travers son titulaire, le Pr. Mahamane Halidou MAIGA, Directeur de Mémoire pour avoir accepté d'encadrer ce travail avec la plus grande rigueur scientifique malgré ses multiples charges académiques et administratives.
- J'exprime ma profonde gratitude :
 - ✓ d'une part au CNRA pour avoir initié cette formation à travers le WAAPP/PPAAO sur financement de la Banque Mondiale.
 - ✓ d'autre part à tout le personnel d'ICRISAT-Mali et du Projet ASSAR, pour m'avoir facilité les travaux de terrain à travers un contrat de recherche sur financement du Projet ASSAR.
- Je remercie très sincèrement mes Co-encadreurs, Dr. Amadou SIDIBE et Dr. Edmond TOTIN, pour la constance et la qualité scientifique de leurs contributions à ce travail.
- Aux membres du jury Dr. Siaka FANE Professeur à la FHG, Dr. Pierre N. CISSE et au Pr. Mahamane HALIDOU MAIGA Professeurs à l'ISFRA.
- Mes remercements vont à tout le personnel et au corps professoral de l'ISFRA, notamment au Dr. Balla DIARRA, Directeur des Etudes et au Dr. Ibrahima SONGORE, Secrétaire Principal pour la qualité de l'accueil et le traitement dont on a fait l'objet tout au long de cette formation.
- Mes remerciements vont également à :
 - ✓ mes collègues de l'Institut d'Economie Rurale en général et à ceux du Centre Régional de Recherche Agronomique de Mopti en particulier pour leurs soutiens multiformes,
 - ✓ ma famille en général et à ma chère épouse en particulier pour le soutien moral,
 - ✓ mes amis;
 - ✓ tous mes camarades de cette première promotion Environnement et Pastoralisme pour les instants très chaleureux partagés durant ces deux ans.

Enfin, ces lignes m'offrent l'opportunité de demander humblement pardon à toutes celles et à tous ceux qui se sont sentis un jour ou l'autre offensés par quoi que ce soit de ma part. Qu'ils en soient rassurés pour ma part!

Liste des figures

Evolution des hauteurs de pluies annuelles de 1965 à 2015 dans le cercle de Koutiala	11
Carte 1 : Carte de présentation de la commune de Koloningué	15
Carte 2 : Carte de présentation de la commune de M'Pèssoba	18
Photo 1 et 2 : tirées des entretiens avec les agents des services du cercle de Koutiala.....	19
Photo 3 et 4 : tirées des prises de vue des interviews communautaires.....	20
Tableau 1 : Répartition par commune et par village des acteurs enquêtés.....	23
Graphique 1 : Etat des lieux de problématique du foncier Agricole à Koutiala	25
Graphique 2 : Statut matrimonial des enquêtés	26
Graphique 3 : Sexe des enquêtés	26
Graphique 4 : Classes des âges.....	27
Graphique 5 : Caractéristiques des âges.....	27
Graphique 6 : Activités principales des enquêtés	28
Graphique 7 : Activités secondaires des enquêtés	28
Graphique 8 : Niveau de formation des enquêtés	29
Tableau 2 : Profils sociodémographiques des acteurs en fonction du temps dans la Commune de M'Pèssoba	30
Tableau 3 : Profils sociodémographiques des acteurs en fonction du temps dans la Commune de Koloningué	31
Graphique 9: Distribution des modes d'accès.....	32
Tableau 4 : Dynamique des modes d'accès	33
Graphique 10 : Perceptions sur l'impact des modes d'accès et la tenure des terres.....	34
Tableau 5 : Procédures d'accès à la terre	36
Tableau 6 : Mécanismes locaux de gestion des conflits	38
Graphique 11 : Nature des conflits fonciers les quinze dernières années.....	39
Graphique 12 : Perceptions sur les changements intervenus à la gouvernance	40
Graphique 13: Commune de Koloningué	41
Graphique 14 :Commune de M'Pèssoba.....	41
Graphique 15 : Logiques des changements à Koloningué.....	42
Graphique 16 : Logiques des changements à M'Pèssoba	42
Graphique 17 : Perspectives pour M'Pèssoba.....	43
Graphique 18 : Perspectives pour M'Pèssoba.....	43

Résumé

L'objectif de cette recherche est de contribuer à une meilleure connaissance de l'évolution des modes d'accès au foncier agricole dans le cercle de Koutiala. La présente recherche a été conduite dans les communes rurales de Kolonigué et de M'Pèssoba dans le cercle de Koutiala au Mali. Elle cherche à répondre à la question suivante : « quelle est la dynamique du foncier agricole dans les communes de Kolonigué et de M'Pèssoba, cercle de Koutiala » ?

Afin d'atteindre cet objectif, deux types méthodes d'investigations ont été utilisées pour recueillir les données de terrain: les enquêtes qualitatives auprès des personnes ressources, les ONG, les autorités locales et traditionnelles et les services techniques réalisées à l'aide d'un guide d'entretien et les enquêtes quantitatives auprès des acteurs de la pêche (chefs d'exploitation) à l'aide d'un questionnaire. Les données recueillies sont relatives à la dynamique des profils des acteurs et des modes d'accès, les différents changements intervenus à la gouvernance et les perspectives d'avenir du foncier agricole.

Les résultats des enquêtes indiquent qu'une diversité d'acteurs autochtones ou allochtones qui accèdent à la terre à travers les modes d'accès par l'héritage ; le don de terre et le prêt depuis les périodes coloniales jusqu'à nos jours. Les modes d'accès par achat, location ou gage au profit d'acteurs nouveaux comme les commerçants et les fonctionnaires sont apparus de façon isolée dans notre zone d'étude ces vingt dernières années. On a pu remarquer que les modes traditionnels d'accès à la terre qui soutiennent la gouvernance du foncier agricole ne varient pas fondamentalement dans l'espace étudié. Cependant, il se dégage dans le temps des transformations plus ou moins positives. Elles se manifestent par la mise en place des conventions locales écrites de gestion des terres et d'autres ressources naturelles et l'établissement d'attestation entre propriétaires et acquéreurs de terre. Ces transformations plus ou moins positives constituent de nouvelles mesures durables introduites dans la gouvernance du foncier agricole dans notre zone de recherche.

Outre ces aspects positifs, des difficultés d'accès à la terre agricole engendrant souvent des conflits un peu partout dans la zone. Les effets conjugués de la croissance démographique, la dégradation de certaines valeurs traditionnelles (non-respect des engagements pris, désobéissance aux règles traditionnelles, manque de considération envers les autorités traditionnelles, éclatement de grandes familles...) et les impacts négatifs des changements climatiques sont évoqués par les acteurs enquêtés comme étant les principales causes de la dynamique du foncier agricole dans la zone. Aussi, des séances de formation et de sensibilisation des acteurs du foncier agricole aux nouvelles évolutions de la gouvernance du foncier sont-elles nécessaires pour prévenir les conflits fonciers.

Au regard de l'envergure et de la complexité de la problématique du foncier agricole et des résultats atteints, cette recherche doit être poursuivie pour couvrir plus de localités en vue de sa représentativité à une plus grande échelle.

Mots clés : *modes accès, foncier agricole, communes Kolonigué et M'Pèssoba, Koutiala, Mali.*

Introduction

Un des plus vastes États d'Afrique de l'Ouest, le Mali, pays enclavé situé entre les 10^e et 25^e degrés de latitude Nord, le 4^e degré de longitude Est et le 12^e de longitude Ouest. Il couvre une superficie de 1 241 238 km² avec une population estimée à 14 596 654 d'habitants qui croît au taux moyen annuel de 3.6% (RGPH, 2009). Le Mali partage 7420 km avec 7 pays limitrophes. L'Algérie au nord, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry au sud, la Mauritanie et le Sénégal à l'ouest.

La disposition des zones bioclimatiques du Mali permet la distinction suivante : le grand nord du pays est désertique car totalement occupé par le Sahara, le plus grand désert chaud du monde et les précipitations moyennes annuelles sont inférieures à 250 mm, et même de façon générale à 100 – 150 mm. À l'extrême nord, elles sont presque nulles. Cette zone est recouverte d'un tapis herbacé éphémère très recherché par les troupeaux des tribus nomades. Les régions centrales sont semi-désertiques car elles sont traversées par le Sahel, juste au sud du vrai désert, car elles reçoivent en moyenne moins de 500 mm de pluie par an. La végétation est une steppe boisée ou buissonnante. Cette bande sahélienne est le domaine de l'élevage pastoral. Le sud du pays se caractérise par une zone soudanienne avec des précipitations annuelles comprises entre 600 et 1000 mm et une zone soudano-guinéenne avec une pluviométrie annuelle supérieure à 1000 mm). C'est la zone des savanes et des forêts claires.

Le Mali connaît l'alternance de deux saisons. Une saison sèche dont la durée varie de 9 mois au Nord (octobre à juin) à 6 mois au Sud (novembre à avril), et une saison humide ou hivernage, mai à octobre au Sud, de juillet à septembre au Nord avec des intersaisons plus ou moins marquées correspondant à des mois «ni pluvieux, ni secs».

Le cercle de Koutiala, créé en 1901 est situé au Nord-Ouest de la région de Sikasso. Il couvre une superficie de 8.740km² soit 12,17% de la superficie totale de la région et 0,7% de celle du pays. Le cercle de Koutiala compte une commune urbaine et 35 communes rurales dont celles de Koloningué et de M'Pèssoba qui ont fait l'objet de cette recherche. Sa population est estimée à 575 253 habitants pour une densité moyenne de 65 habitants au km² (RGPH 2009).

Zone agricole par excellence au Mali, Koutiala est la principale zone cotonnière de la région de Sikasso. Il est réputé être le cercle le plus industriel du pays avec 4 usines d'égrenage de coton et plus d'une vingtaine d'huileries. Si ces unités industrielles contribuent très fortement à la résorption de la main d'œuvre locale, force est de reconnaître que ces unités polluent l'environnement.

LASAREV et KALBERMATTEN (2009) rapportent que les projections démographiques pour 2030 indiquent que la pression sur la terre dans les pays en développement pourrait demeurer très forte. A ce sujet, les organisations paysannes sont inquiètes. La compétition pour l'accès à la terre s'intensifie de jour en jour sous l'effet conjugué de la croissance démographique, de la pression agricole et pastorale sur les ressources, de la fréquence des déficits pluviométriques et de la dégradation de l'environnement. Les conflits fonciers prolifèrent et mettent en péril les exploitations familiales AOPP(2009).

L'ICRISAT, à travers le projet ASSAR mène des recherches sur les processus de gouvernance locale des ressources naturelles dans un contexte général d'adaptation aux changements climatiques. Ainsi notre recherche qui s'intitule : « Analyse de la dynamique des modes d'accès au foncier agricole dans les Communes Rurales de Koloningué et de M'Pèssoba, Cercle de Koutiala au Mali » doit contribuer à l'amélioration des connaissances sur l'évolution de la gouvernance des terres en général et sur les modes d'accès au foncier agricole en particulier dans les communes rurales de Koloningué et de M'Pèssoba dans le cercle de Koutiala au Mali.

Définition des concepts clés

Les définitions suivantes ont pour objet d'aider à la compréhension des concepts clés utilisés dans le cadre de cette recherche.

Achat de terre : acquisition de terre à titre onéreux. Petit Robert (2012)

Allochtone : statut d'un résident qui est originaire d'une autre localité. Petit Robert (2012)

Autochtone : statut d'un résident qui habite sur les terres d'origine. Il est issue du milieu où il vie. Petit Robert (2012)

Bail de terre : Contrat par lequel le propriétaire de terre (bailleur) s'oblige à faire jouir l'acquéreur de terre (preneur; locataire; fermier) de la terre pendant un certain temps moyennant un certain prix (loyer; fermage) que celle-ci s'oblige de lui payer. Petit Robert (2012)

Changements climatiques : le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC en anglais) définit le changement climatique comme tout changement du climat sur une longue période (normalement sur 30 ans ou plus), provoqué par des variabilités naturelles ou par les activités humaines.

Chef de terre : doyen d'une famille propriétaire de terre désignée pour gérer les terres de son secteur d'origine ou de son village et veiller au respect des règles traditionnelles qui régissent ces terres. TRAORE, A. M. (1996).

Colonisation : Le fait de peupler de colons; de transformer en colonie. Petit Robert (2012)

Dynamique : évolution, changement. Petit Robert (2012)

Don de terre : acquisition de terre à titre gratuit, juste par accomplissement des règles traditionnelles. Petit Robert (2012)

Fermage : Mode d'exploitation agricole par ferme, loyer d'une ferme. Petit Robert (2012)

Foncier agricole : ensemble des terres dévolues aux activités agricoles (terres exploitées ou non et des concessions rurales).Petit Robert (2012)

Héritage de terre : capitaux fonciers laissés aux descendants par leurs ancêtres et transmis par la succession. Petit Robert (2012)

Gage de terre : terre laissée par son propriétaire entre les mains d'une autre personne pour garantir un montant dont le remboursement est la condition posée pour reprendre la dite terre. Pendant le gage la personne exploite la terre à son compte. Petit Robert (2012)

Gouvernance : elle désigne l'ensemble des règles, procédures et instances de prise de décision qui conditionnent la bonne gestion d'une ressource. Petit Robert (2012)

Location: acquisition temporaire de terre contre paiement d'une somme d'argent ou d'une quantité de récolte. Petit Robert (2012)

Métayage: Mode d'exploitation agricole, louage d'un domaine rural à un preneur qui s'engage à le cultiver sous condition d'en partager les fruits et récoltes avec le propriétaire (bail à partage de fruits).Petit Robert (2012)

Migration agricole : accès à la terre par des personnes extérieures à la communauté à travers des mécanismes traditionnels mis en place à cet effet. TRAORE, A. M. (1996)

Prêt à durée déterminée : acquisition temporaire de terre pour une courte durée fixée à l'avance par le propriétaire de terre. Enquête BERTHE (2017).

Prêt à durée indéterminée : acquisition de terre pour une durée plus ou moins longue non précisée à l'avance. Le propriétaire de terre ou ses héritiers peuvent reprendre ses terres au besoin quel que soit la durée du prêt. Enquête BERTHE (2017).

Propriétaire de terre : autochtone d'une communauté villageoise qui dispose d'un capital foncier transmis par la succession. Enquête BERTHE (2017).

Succession : Transmission du patrimoine de terre laissé par un propriétaire de terre décédé à un ou plusieurs héritiers vivants. Petit Robert (2012)

Le présent mémoire est structuré en cinq chapitres. Le premier chapitre présente le cadre théorique de l'étude qui traite la problématique, les hypothèses de recherche, les objectifs et la revue de la littérature. Le second est consacré à présentation de la zone d'étude. Le troisième fait une présentation du matériel et de la méthodologie utilisée. Le quatrième chapitre fait une présentation et une analyse les résultats obtenus et enfin la discussion des résultats est présentée dans le chapitre cinq.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE

1.1. Problématique

Les projections démographiques pour 2030 indiquent que la pression sur la terre dans les pays en développement pourrait demeurer très forte (LASAREV et KALBERMATTEN 2009). Actuellement, l'un des problèmes les plus épineux pour le développement de l'agriculture familiale mais aussi pour le maintien de la paix sociale dans les zones rurales et périurbaines, est celui du foncier rural. A ce sujet, les organisations paysannes sont inquiètes. La compétition pour l'accès à la terre s'intensifie de jour en jour sous les effets conjugués de la croissance démographique, de la pression agricole et pastorale sur les ressources, de la fréquence des déficits pluviométriques et de la dégradation de l'environnement. Les conflits fonciers prolifèrent et s'enveniment. Des exploitations familiales sont mises en péril. Les législations existantes et les pratiques administratives actuelles se révèlent inefficaces et coexistent toujours avec des droits coutumiers de moins en moins adaptés aux contraintes du milieu (AOPP 2009).

Selon DUFUMIER (2005), des changements importants sont en cours dans la gestion du foncier, suite au passage à des systèmes de mise en culture annuelle, sans aucune période de friche de longue durée, et à l'établissement de clôtures autour des parcelles, notamment pour les plantations fruitières et les cultures maraîchères. Ces évolutions laissent présager d'importants bouleversements dans la transmission du foncier agricole. En effet, les enclosures et le surcreusement des mares temporaires pourraient être le prélude à la transmission des parcelles encloses et des points d'eau aménagés au bénéfice des seuls enfants de ceux qui ont réalisé ces investissements à long terme ; elles pourraient rendre plus difficile la vaine pâture sur les parcelles définitivement encloses et l'accès des troupeaux sédentaires et transhumants aux marigots situés dans les bas-fonds. On ne peut donc pas totalement exclure l'émergence de conflits entre agriculteurs et éleveurs transhumants dans le futur. A cela s'ajoute depuis peu la marchandisation du foncier dans les zones proches de Bamako, en zone OHVN. De plus en plus nombreux sont en effet, les « chefs de terre » qui vendent des parcelles de terrains à des fonctionnaires ou des commerçants de Bamako. Ces derniers parviennent ensuite généralement à faire immatriculer ces terrains en bonne et due forme. Ces nouveaux propriétaires sont relativement absentéistes d'où le fait qu'ils sont parfois qualifiés « d'agriculteurs du dimanche » et emploient pour l'essentiel des journaliers agricoles. Mais les systèmes de production agricole mis en oeuvre sur les terrains concernés sont alors relativement extensifs (plantations fruitières exigeant peu de soin) et procure finalement peu d'emplois et de valeur ajoutée à l'hectare. D'où le souhait de nombreuses « petites familles », de pouvoir envoyer elles aussi quelques adultes en migration, afin de lutter contre leur pauvreté.

Au Mali, on assiste à une complexification des différents acteurs qui interviennent dans le foncier. Cette complexité est non seulement marquée par la déstructuration du foncier coutumier, mais aussi par la reconnaissance partielle ou totale de certaines règles

coutumières relatives au foncier. Le processus d'individualisation de la propriété foncière amorcé depuis la colonisation se poursuit et s'accélère depuis ces vingt dernières années à cause des nouvelles politiques de développement de l'Etat CAMARA (2016). La Loi d'Orientation Agricole (LOA) de 2006 et le Code Domaniale et Foncier de 2012 constituent le cadre de référence.

La Loi d'Orientation Agricole (Loi N°06-045) est depuis 2006 le cadre de référence pour l'organisation et la gestion du foncier rural. Le Code domaniale et foncier en est la référence juridique. Il dispose en son article 35, que les terrains du domaine privé de l'Etat sont attribués selon un certain nombre de modalités, à savoir, la concession rurale, la cession, la location et l'affectation.

La description du contexte national soulève des défis majeurs qui guident les orientations de la Politique Foncière Agricole du Mali. Ces défis font appel entre autre à : comment assurer une bonne gouvernance foncière ; une sécurisation foncière des exploitations familiales en priorité, des communautés, sans pour autant compromettre l'accès des générations futures au patrimoine foncier ; comment assurer une gestion durable du foncier et des ressources naturelles dans un contexte de diversité des pratiques en matière d'utilisation des ressources foncières par les différents corps de métiers de la profession agricole ; comment assurer un renforcement des capacités des différents acteurs de la gestion du patrimoine foncier pour qu'ils puissent pleinement jouer leurs rôles en amont et en aval du processus d'accès et de sécurisation des exploitations familiales par rapport aux terres agricoles, pastorales, halieutiques/sylvicoles et forestières ?

Ainsi, traiter de la question du foncier agricole revient à aborder une problématique se situant dans un contexte général de foncier qui se complexifie de jour en jour. La dynamique qui caractérise sa gouvernance est soumise à l'influence de divers facteurs sociaux, juridiques, politiques, économiques et climatiques qui évoluent d'une époque à l'autre, d'une entité géographique à l'autre si l'on s'en-tient à la littérature qui s'y prête. C'est dans ce contexte très changeant que cette étude aborde la question spécifique du foncier agricole sur les aspects dynamiques des modes d'accès tout en analysant les différents changements intervenus ainsi que leurs logiques sous-jacentes dans les communes rurales de Koloningué et de M'Pèssoba.

Dans ce contexte, il est opportun de se poser la question centrale suivante : « Quelle est la dynamique du foncier agricole dans les communes de Koloningué et de M'Pèssoba, cercle de Koutiala » ?

Cette question centrale est sous-tendue par les questions de recherche suivantes :

- quels sont les profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps?
- quels sont les modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace?
- quels sont les changements intervenus dans la gouvernance des terres agricoles ?

- quelles sont les facteurs de ces changements ?
- quelles sont les perspectives du foncier agricole ?

1.2. Hypothèses de recherche

L'hypothèse principale de cette recherche est que la gouvernance du foncier agricole a changé dans les communes rurales de Koloningué et de M'Pèssoba. De là, découlent les hypothèses secondaires qui sont :

- 1: les profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole ont évolué;
- 2 : les modes d'accès au foncier agricole sont : héritage, don, prêt, achat location et gage. Ces modes d'accès à la terre ont évolué dans le temps et dans l'espace.
- 3 : des changements sont intervenus dans la gouvernance des terres agricoles.
- 4 : divers facteurs expliquent les changements intervenus.
- 5: des perspectives existent au foncier agricole.

1.3. Objectifs de la recherche

L'objectif général de cette recherche est de contribuer à l'amélioration des connaissances sur l'évolution de la gouvernance du foncier agricole dans les communes rurales de Koloningué et de M'Pèssoba.

Cet objectif principal se décline en objectifs spécifiques qui sont :

- caractériser les profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps ;
- décrire et analyser les modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace ;
- analyser les changements intervenus dans la gouvernance des terres agricoles ;
- appréhender les facteurs des changements ;
- dégager les perspectives du foncier agricole.

1.4. Revue critique de la littérature

La problématique du foncier agricole a fait l'objet de plusieurs activités de recherche non seulement dans la sous-région mais aussi au Mali. Certaines de ces études abordent les aspects dynamiques de la gouvernance du foncier en général et du foncier agricole en particulier. Les pratiques locales ou traditionnelles de gestion du foncier agricoles dans le contexte actuel des changements climatiques et de la croissance démographique, la prévention et la gestion des conflits fonciers sont aussi traitées dans la littérature. Parmi ces recherches, celles traitées plus ou moins récemment et se rapportant à notre centre d'intérêt sont ici synthétisées en guise d'un état des lieux qui éclaire la lanterne par rapport au sujet abordé.

LASAREV et KALBERMATTEN (2009) ont étudié « la gouvernance territoriale et ses enjeux pour la gestion des ressources naturelles ». Ils ont conclu que les terres agricoles représentent un dixième de la surface terrestre de la planète. Ces auteurs pensent que dans les pays en développement, les terres agricoles font vivre directement une population rurale de plus de trois milliards de personnes et que la pression démographique de ces dernières décennies s'est, traduite d'une manière générale dans ces pays, par la surexploitation des sols et par la fragmentation des exploitations. Du fait de la croissance de la population, la terre "paysanne" est devenue une ressource rare et l'immense majorité des agriculteurs ne vit que sur de très petites exploitations pendant que les projections démographiques pour 2030 indiquent que la pression sur la terre pourrait demeurer très forte.

Cette étude de DURAND LASERVE et Le ROY(2012) sur « La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050 », fait ressortir qu'en Afrique, 90% de la population ne dispose pas de droits fonciers formellement reconnus. Seule une petite tranche (la plus riche) a le privilège d'accéder aux droits fonciers formels. Pour la majorité, les droits sur la terre ne bénéficient pas d'une reconnaissance légale et font souvent l'objet de contestation. En milieu rural, les droits sur la terre sont généralement définis de manière informelle et gérés selon des règles coutumières dans des systèmes coutumiers qui ont longtemps été efficaces pour procurer de la terre à ceux qui en avaient besoin et assurer la sécurité de sa tenure. Les auteurs précisent que sur la façade Ouest de l'Afrique (de la Mauritanie au Sud du golfe de Guinée), l'extension rapide des quartiers irréguliers dans les zones urbaines risque de créer des problèmes, à la fois sociaux et environnementaux. A un autre niveau, la pression des migrations internationales, en particulier en provenance des pays sahéliens enclavés vers les pays de la zone côtière, risque de créer des problèmes politiques susceptibles de déstabiliser les Etats. Le Nord du Mali, le Nord du Niger et le Tchad constituent un sous-ensemble sans polarité dans lequel s'exerce déjà une forte pression sur le foncier rural. Le défi sera alors de réguler des mouvements d'exode massifs vers d'autres régions agricoles ou d'assurer l'accueil en ville de migrants en provenance des campagnes.

BOATENG (2017) a étudié « Land Access, Agricultural Land Use Changes and Narratives about Land Degradation in the Savannahs of Northeast Ghana during the Pre-Colonial and Colonial Periods ». Il conclut qu'au Nord-Est du Ghana, les croyances traditionnelles qui existent sur l'attribution et l'utilisation des terres agricoles et la gestion du couvert terrestre, imposaient chaque année aux agriculteurs de fournir du sorgho, du mil et d'autres produits de leurs fermes aux autorités traditionnelles comme forme de paiement de loyer pour leurs terres. Toutes ces contributions céréalieres s'échangeaient contre des moutons ou une vache, qui était ensuite sacrifiée aux dieux de la terre dans des bosquets de buissons (ou des bosquets sacrés, appelés localement Tingani) où l'on croyait que les esprits de la terre résidaient. Il rapporte que dans la zone des savanes au Nord-Est du Ghana, que les terres placées sous l'autorité directe de la chefferie traditionnelle « Tindaana » pouvaient être attribuées à un clan, une famille ou à un individu qui en faisait la demande. Mais le « Tindaana » sanctionnait les acquéreurs pour d'éventuelles

pratiques interdites sur les terres. La terre ne pouvait se vendre, contrairement à ce que l'on voit de nos jours au point qu'on assiste à la profanation des espaces spirituels ou habitent les dieux de la terre. La terre était abondante par rapport à la population d'alors. La terre assignée aux familles appartenant aux divers clans était partagée entre les hommes adultes mariés de de la famille. A la vieillesse ou à la mort de cet adulte, son capital foncier est partagé entre ses fils adultes, ou filles s'il n'a eu aucun fils. Ainsi, le système de la transmission des terres était purement patrilinéaire, avec un arrangement de sorte qu'une fille de la famille qui se mariait dans une famille d'un autre clan pouvait alors accéder par héritage à la terre de son mari.

CHAUVEAU et KOFFI BOBO (2005) ont étudié « Crise foncière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire forestière » Ils conclurent qu'en Côte d'Ivoire, l'afflux significatif de « compressés », de retraités précoces et de jeunes en échec urbain, a accru la demande d'accès à la terre, accentuant les tensions intrafamiliales et intergénérationnelles pour accéder au patrimoine foncier familial occupé par les « vieux » ou les frères restés au village. Ces derniers restés au village répugnant à se dessaisir de ces terres exploitées et préféraient souvent les louer, les mettre en gage ou même les « vendre » à des migrants, plutôt que de les mettre à la disposition des jeunes et des citoyens de retour. Ainsi, beaucoup de jeunes autochtones ou de citoyens « de retour » ont, en effet, tenté des « coups de force » pour accéder à la terre, notamment en intimidant les migrants pour récupérer des parcelles.

Cette étude de HILHORTS (2008) intitulée « Le rôle des instances locales de gouvernance dans la gestion des ressources naturelles au Mali, au Burkina Faso et au Niger » fait ressortir que les conflits locaux au Sahel, sont souvent résolus conformément aux procédures coutumières qui prévoient l'intervention d'intermédiaires indépendants dont le statut est reconnu par la société et les groupes parties au conflit. Dans la mesure du possible, les populations évitent de porter les conflits devant l'administration ou les tribunaux. Il existe des cas où les maires ont joué un rôle positif dans les conflits qui échappent aux capacités d'arbitrage des autorités du village, permettant ainsi de réduire le nombre de conflits qui sont effectivement soumis aux tribunaux. La même étude conclue que dans le nord du Mali, le long de la frontière avec le Niger, les maires ont joué un rôle important dans la négociation d'accords sur l'accès aux pâturages et au sel, pour mettre un terme à la dégradation des ressources et au conflit.

SANGARE et CORNU (2010) ont étudié «Le schéma d'aménagement pastoral: un outil de reconnaissance et de sécurisation du foncier dans le delta intérieur du Niger (Mopti et Tombouctou) ». Dans leurs conclusions ils font ressortir que traditionnellement au Mali, le foncier rural, la préservation et la gestion des ressources naturelles sont basés sur la propriété et l'utilisation communautaire des ressources. Ainsi, chaque village possède un terroir dont il est le gardien, le maître. La terre appartient à la famille et non à l'individu .Toute action menée doit l'être avec l'accord de la communauté sans ambiguïté notamment depuis la Dina de Cheikou Amadou. Avec la colonisation et ses règles de propriétés et d'usage au contenu différent de celui des usages coutumiers, une autre

période dans la dynamique foncière du Mali commence. La propriété individuelle commence à prendre le pas sur la propriété collective, familiale. L'Etat tout puissant, pourtant si loin des terres rurales et des ressources naturelles, s'attribue sans concertation la propriété des domaines ruraux et des ressources naturelles. La vocation des terres est définie selon la volonté de l'Etat et non selon celle des acteurs ruraux

CAMARA (2016) a publié dans son article intitulé « La dynamique des systèmes fonciers dans le bassin du fleuve Niger au Mali ». Il rapporte dans son article que la succession sur les terres et le prêt sont les plus usités dans les zones cotonnières de la vallée du fleuve Niger selon les communes rurales ou urbaines. Mais ces formes de transactions se présentent à des degrés atténués dans les zones Office du Niger. Il rappelle que jadis, l'accès au foncier pour les descendants des familles fondatrices était assuré à cause de l'étendu des superficies familiales, de nos jours, à cause de la croissance démographique, des aléas climatiques, des migrations agricoles, les terres commencent à se faire rares. Par ailleurs, on assiste de plus en plus au morcellement des domaines lignagers consécutif à l'agrandissement et à la dislocation des exploitations familiales. L'auteur découvre que les interactions des différents acteurs aboutissent à deux formes de manifestations de « location » des terres : le métayage et la location et bail de parcelles. Il remarque dans les régions CMDT que la marchandisation de la terre n'est pas encore une réalité malgré certaines pratiques clandestines. Il trouve que ce sont ces rares pratiques clandestines d'achat, de location ou de métayage des terres qui donnent naissance à des conflits fonciers souvent violents dans la Zone ON et les régions CMDT de Mali sud. Il rapporte que l'évolution des systèmes fonciers au Mali tend vers une plus grande privatisation collective ou individuelle. Cette même étude, dans ces conclusions, propose que les réformes institutionnelles prennent en compte certaines réalités pour atténuer l'impact de cette évolution sur les populations rurales au risque de provoquer des soulèvements populaires qui déboucheraient sur des crises sociales, économiques et politiques violentes.

Au Mali, de ce rapport de AOPP(2009) sur «La question foncière au Mali, propositions paysannes », il ressort que l'un des problèmes les plus épineux qui se posent non seulement au développement de l'agriculture familiale mais aussi au maintien de la paix sociale dans les zones rurales et périurbaines, est celui du foncier rural. C'est à ce sujet que les organisations paysannes s'inquiètent. Aussi, Il ressort du rapport que la compétition pour l'accès à la terre s'amplifie de jour en jour sous les effets conjugués de la croissance démographique, de la pression agricole et pastorale sur les ressources, de la fréquence des déficits pluviométriques et de la dégradation de l'environnement. Les conflits fonciers prolifèrent et s'enveniment et des exploitations familiales sont mises en péril.

TRAORE (1996), dans sa thèse de doctorat a étudié «les enjeux de la gestion de l'espace dans la zone de Manantali : réalités et perspectives ». Il rapporte la gouvernance communautaire dans le Bafing selon laquelle, sur les terres attribuées à une famille, tous les membres de cette famille disposent des mêmes droits ; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de

ségrégation quant à l'accès à la terre dans la localité. L'appartenance au groupe familial détermine l'accès au patrimoine familial. Quant à l'accès au patrimoine foncier villageois, il est déterminé par la domiciliation du demandeur. D'après un chef de village dans le Bafing rapporté par l'auteur, « Si quelqu'un vient pour s'installer ici chez nous, le chef de village dit à la population : celui-ci est venu pour s'installer avec nous, donnons-lui de quoi s'installer et de quoi se nourrir ». L'auteur rapporte aussi que dans leur terroir d'étude, les chefs de villages sont les « dugukolotigui » (propriétaires des terres). Les dugukolotigui sont les plus âgés des groupes descendants de l'ancêtre fondateur du village.

En République du Mali, la Loi d'Orientation Agricole (Loi N°06-045) est depuis le 05 septembre 2006 le cadre de référence pour l'organisation et la gestion du foncier rural. Ces articles 80 à 92 traitent de la question. Le Code Domanial et Foncier qui est la référence juridique sur la gestion de l'ensemble des questions foncières au Mali dispose, en son article 35, que les terrains du domaine privé de l'Etat sont attribués selon un certain nombre de modalités, à savoir, la concession rurale, la cession, la location et l'affectation. En fonction des modalités, les documents délivrés peuvent être différents. Ils vont du titre précaire au titre foncier qui est le titre définitif de propriété privée individuelle.

Le cadre législatif et réglementaire du foncier agricole au Mali est caractérisé par un dualisme juridique. Il s'agit de la coexistence entre le système de droit moderne appelé droit étatique, et de celui des droits coutumiers. D'une manière générale, il existe deux modes d'accès à la terre au Mali à savoir l'accès à travers les modes mis en place par le Code domanial et foncier, l'accès à travers les dispositifs coutumiers (accès intra lignager, prêt, don, etc.). Ces deux sources juridiques se côtoient et elles sont pleinement reconnues au Mali.

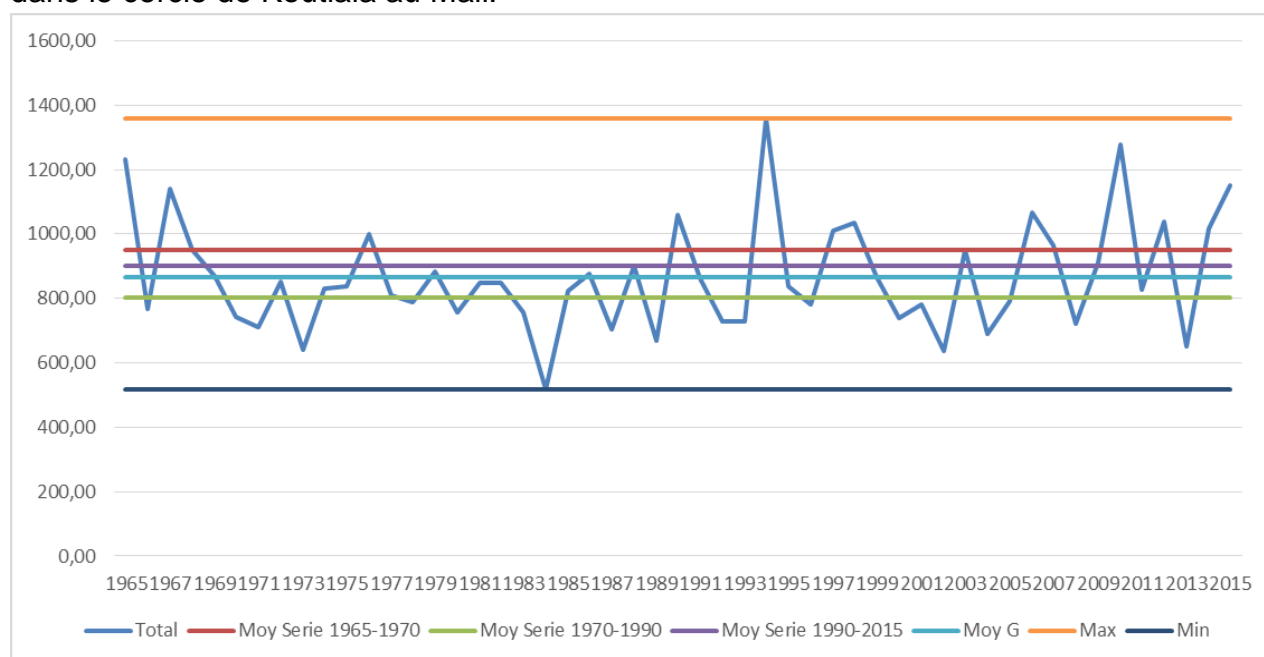
CHAPITRE II: PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE

Le cercle de Koutiala, créé en 1901 est situé au Nord-Ouest de la région de Sikasso. Il couvre une superficie de 8.740 km² soit 12,17% de la superficie totale de la région et 0,7% de celle du pays. Le cercle de Koutiala compte une commune urbaine et 35 communes rurales dont celles de Koloningué et de M'Pèssoba qui ont fait l'objet de cette recherche. Sa population est estimée à 575 253 habitants pour une densité moyenne de 65 habitants au km² (RGPH 2009). Zone agricole par excellence au Mali, Koutiala est la principale zone cotonnière de la région de Sikasso. Il est aussi réputé du cercle le plus industriel du pays avec 4 usines d'égrenage de coton et plus d'une vingtaine d'huileries. Si ces unités industrielles contribuent très fortement à la résorption de la main d'œuvre locale, force est de reconnaître que ces unités sont très pollueurs de l'environnement.

Le cercle de Koutiala se trouve dans la partie Sud de la zone soudanienne du Mali. Entre 1965 et 2015, soit 51 ans, le cercle a reçu 44225mm de pluies avec une moyenne générale de 867,20mm. La hauteur maximale de 1358mm a été observée en 1994 et la minimale de 516mm en 1984.

L'analyse des moyennes des différentes séries (1965-1970 ; 1970-1990 et 1990-2015) par rapport à la moyenne générale révèle des variations. On remarque une augmentation des hauteurs de pluie de 867,20mm à 950,32mm avec la série 1965-1970. La moyenne de 1970-1990 soit 802,53mm permet d'observer une baisse non seulement par rapport à la série 1965-1970 mais aussi à la moyenne générale. On remarque une légère reprise entre 1990-2015, soit 902,71mm par rapport à la moyenne des années 1970-1990 et la moyenne générale sur les 51ans mis sans atteindre celle de la série 1965-1970.

Cette étude a été réalisée dans deux communes rurales à savoir Kolonigué et M'Pèssoba dans le cercle de Koutiala au Mali.



Evolution des hauteurs de pluies annuelles de 1965 à 2015 dans le cercle de Koutiala,

Source : Données pluviométriques du cercle de Koutiala (1965 à 2015)

2.1. Présentation de la commune rurale de Koloningué

Aperçu historique

La commune rurale de Koloningué a été érigée en commune en 1996 par la loi N° 96 – 059 du 04 novembre 1996 portant création des communes en république du Mali, avec Molobala comme chef-lieu.

Les aspects physiques

Situé dans la région de Sikasso, à 35 km de la ville de Koutiala et à 9 km de la route nationale Koutiala Koury, la commune de Koloningué est rattachée au cercle de Koutiala.

⇒ Situation géographique

Elle est limitée au Nord par les communes rurales de Cinsina et Nafanga, au Sud par la commune rurale de Gouadji Soukouna; à l'Ouest par les communes rurales de Kapala et de Sinkolo, à l'Est par la commune rurale de Koningué. Sa position géographique de frontière lui confère un accès facile vers les grandes villes du Mali, du Burkina Faso et de la cote d'ivoire.

➤ Relief

La commune se caractérise par une platitude, avec quelques affleurement rocheux dans les villages de Farakoro, M'Peresso et Tarrosso I. Ailleurs ces formations rocheuses forment des petites chaînes de colline érodées à Farakoro, Tarasso II Hèrèmakono et Molobala.

➤ Climat

Le climat de la commune est favorable aux activités agricoles. Il est de type soudanien caractérisé par une alternance de saison froide/chaude et d'une saison pluvieuse qui dure de 5 à 6 mois. La pluviométrie est relativement abondante et varie de 900 à 1200 mm.

➤ Sols, végétation et faune

Les sols sont de types latéritiques, limoneux sableux et argileux sableux aux abords des points d'eaux.

La végétation est constituée par des formations arbustives à arborées qui se densifient au fur et à mesure que l'on va vers le sud avec des espèces comme le karité (*Butirospermum parki*), le néré (*Parkia biglobosa*), zaban (*Ancarda occidentalis*) et Ngounan (*Sclerocareya birea*) etc.

La faune, autre fois abondante est en voie de disparition à cause de la déforestation et du braconnage comme dans la plupart des communes du cercle. Les quelques

espèces encore présentes sont : chacals (*Canis spp.*), biches (*Cervus elaphus*), lièvres (*Lepus spp.*), écureuils (*Sciurus vulgaris*), perdrix (*Alectoris rufa*), pintades sauvages (*Numida meleagris*), serpents etc.

➤ Hydrographie

Il n'existe pas de cours d'eau permanent dans la commune, mais les eaux de pluie forment plusieurs marigots.

La texture argilo- sableuse des terres et des pentes assez prononcée entraînent des écoulements rapides des eaux et une érosion prononcée des sols.

⇒ Caractéristiques démographiques :

La population de la commune de Koloningué est estimée à 20 016 habitants avec 9 307 hommes et 10 709 femmes (RGPH 2009). On rencontre sept ethnies dont les Miniankas majoritaires, les Peuls, les Bambaras, les Dogons et les Bobos. La langue parlée est le « minianka ».

Les populations pratiquent en majorité l'agriculture. L'organisation sociale repose sur la famille élargie qui est la cellule de base de la société.

Sur le plan de la cohésion sociale, on note l'existence de problèmes fonciers latents ou avérés entre les différents terroirs qui sont de nature à mettre en péril la cohésion à l'intérieur de la commune.

⇒ Les activités économiques

➤ Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique de la commune. Elle repose sur le coton et les cultures vivrières. Le niveau d'équipement des producteurs est bon.

Il s'améliore régulièrement du type D vers le type A (87%). Dans le domaine hydro agricole il existe des potentialités exploitables.

Le système de production dans la commune repose sur la culture attelée. La fumure organique est de plus en plus utilisée à cause du coût des intrants mais aussi des effets des actions de sensibilisation de la CMDT.

➤ Elevage

Il constitue la seconde activité des populations. Son développement a été consécutif au système attelé vulgarisé par la CMDT associé aux conditions climatiques favorables. L'élevage représente aujourd'hui un secteur important des investissements à cause de l'apport de la culture attelée dans le système de production.

➤ **Cueillette**

La commune a d'énormes potentialités en produits de cueillettes, exploités essentiellement par les femmes et les enfants. Elle concerne le karité, le néré, le baobab dont les produits sont transformés et vendus par les femmes.

➤ **Artisanat et commerce**

Le secteur artisanal se caractérise par l'existence d'un grand nombre d'artisans dans les villages : les forgerons, les tailleurs, les cordonniers, les maçons, les mécaniciens et les menuisiers. Cependant il reste marqué par la non-organisation des artisans en association ou en groupement pour défendre leurs intérêts et promouvoir leurs métiers.

Le commerce représente une source importante de revenu. Il concerne les céréales sèches, les fruits et les légumes.

Le plus important marché hebdomadaire de la commune est celui de Molobala et de Soungoulasso qui attirent les commerçants des 7 communes voisines et de la commune urbaine de Koutiala.

⇒ **Accès aux services sociaux de base**

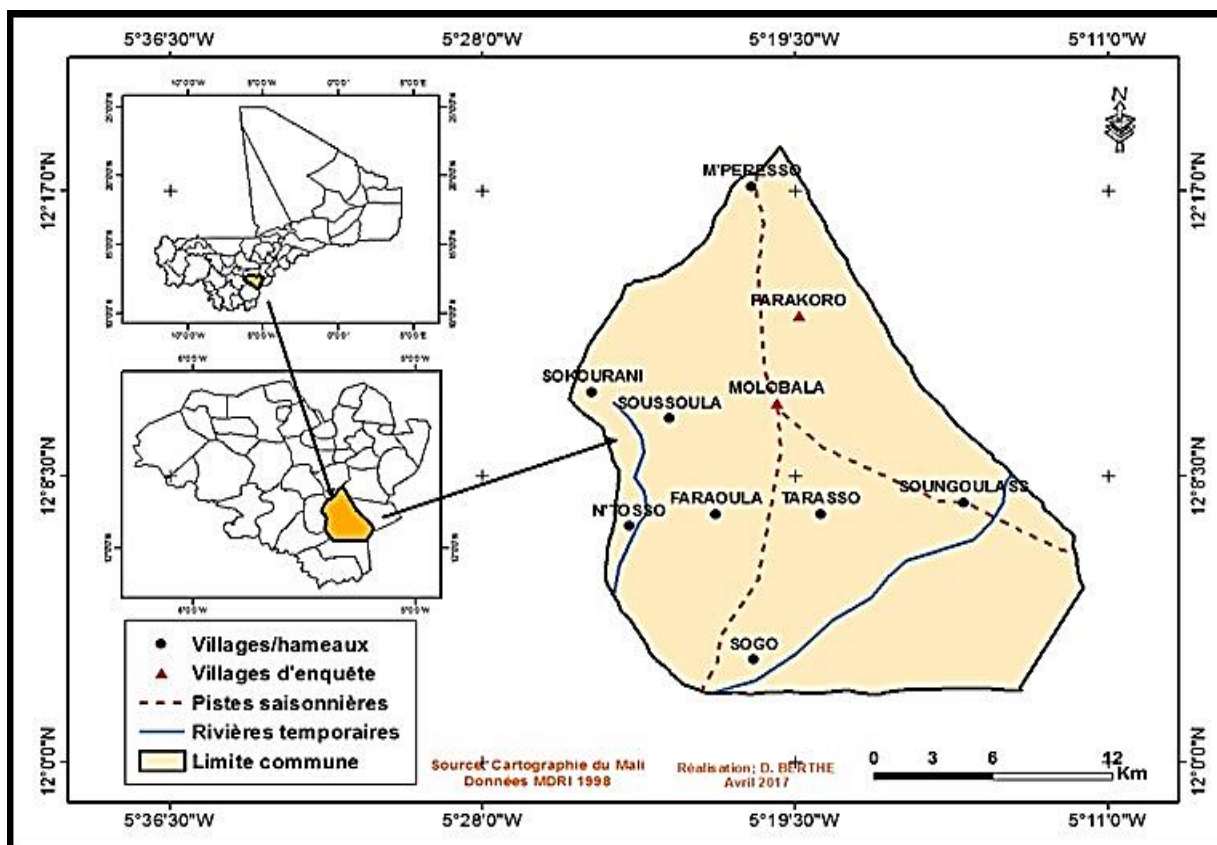
➤ **Service éducatif**

La commune compte 10 écoles publiques dont un second cycle, 1 CED, 1 centre d'animation rural à Molobala, 1 Medersa à Tarasso, 2 à Hèrèmakono, et 1 medersa à Soussoula, un centre d'alphabétisation dans chacun des villages de la commune.

➤ **Services sanitaire**

La commune est passablement dotée en infrastructures sanitaire. Elle compte un CSCOM et neuf maternités rurales. Les principales maladies sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës, et les diarrhées. Les enfants et les femmes enceintes restent les plus touchés. Le taux de couverture vaccinale est important pour les enfants, dépassant 80% pour ceux de 1 à 5 ans. En revanche on note beaucoup de cas d'accouchement non assistés.

Dans chaque village de la commune se trouve un relais de santé communautaire mis en place par kénéya-ciwara.



Carte 1 : Carte de présentation de la commune de Koloningué

2.2. Présentation de la commune rurale de M’Pèssoba

Aperçu historique

La commune rurale de M’Pèssoba a été érigée en commune en 1996 par la loi N° 96 – 059 du 04 novembre 1996 portant création des communes en république du Mali, avec M’Pèssoba comme chef-lieu.

Les aspects physiques

Située dans la région de Sikasso, à 45 km du chef-lieu du cercle de Koutiala, la commune de M’Pèssoba est traversée par la RN12. Elle est rattachée au cercle de Koutiala. Elle couvre une superficie de 896 Km² environ avec une densité de 32,65hbts/Km².

⇒ Situation géographique

La commune de M’Pèssoba est limitée au Nord par le Cercle de Bla, à l’Est par les communes rurales de Tao et Fakolo, à l’Ouest par les communes de Kafo Faboli et Karagouana- Malle et au Sud par les communes rurales de N’Golonianasso et N’Tossoni.

➤ Relief

La commune se caractérise par un relief non accentué qui favorise l'exploitation efficiente des surfaces arables où sont pratiquées les cultures vivrières et de rente.

➤ Climat

Il est de type sahélo-soudanien caractérisé par une alternance de saison froide/chaude et d'une saison pluvieuse qui dure de 5 à 6 mois. La pluviométrie est relativement abondante et varie de 900 à 1200 mm.

➤ Sols et végétation

Les sols sont de types latéritiques, limoneux sableux et argileux sableux. Le terroir de la commune est dominé par la savane boisée de type sahélien. On y rencontre des espèces de haute importance comme le karité (*Butirospermum parki*), le néré (*Parkia biglobosa*), zaban (*Ancarda occidentalis*) et Ngounan (*Sclerocarya birea*) etc.

La faune est en voie de disparition à cause du braconnage et de la pression exercée sur son habitat. Ce pendant on rencontre des espèces comme les singes (*Simiiformes*, parfois appelés *simiens*) les chacals (*Canis spp.*), les biches (*Cervus elaphus*), les lièvres (*Lepus spp.*), les écureuils (*Sciurus vulgaris*), les perdrix (*Alectoris rufa*), les pintades sauvages (*Numida meleagris*), les serpents etc.

➤ Hydrographie

L'hydrographie est constituée de petits marigots coulant pendant une certaine période de l'année.

⇒ Caractéristiques démographiques

La commune de M'Pèssoba est la plus peuplée de l'arrondissement avec **36.297** habitants à un taux d'accroissement annuel de 2,7% (RGPH 2009).

La population est composée de Miniankas en majorité, de Bambaras, de Peuhls et de Bobos. On y trouve également des Sarakolé, des sonrhaï et des dogon.

⇒ Les activités économiques

➤ Agriculture

Dans ce domaine la commune est considérée comme un géant de la production cotonnière avec une moyenne de 4644 tonnes de coton par an. Outre la culture du coton, la population s'intéresse aussi aux cultures vivrières dont le sorgho 3627 tonnes, le riz 239 tonnes et le maïs. On pratique aussi le maraîchage (Doc. PDSEC 2011-2015).

➤ **Elevage**

L'élevage et l'agriculture sont intimement liés. Ils sont pratiqués non seulement par les peuhls mais aussi par les agriculteurs. L'effectif du bétail est composé de 3331 bovins ,1892 ovins /caprins, 1194 ânes (Doc. PDSEC 2011-2015).

➤ **Cueillette**

Elle concerne essentiellement le karité, le néré et le baobab dont les produits constituent une source de revenu pour les femmes.

➤ **Artisanat et commerce**

Les artisans sont essentiellement composés de forgerons, de tailleurs, de cordonniers, de maçons, de mécaniciens et de menuisiers.

Le commerce représente une source importante de revenu. Il concerne les céréales sèches, les fruits et légumes et les produits de cueillette.

L'artisanat et le commerce rapportent aux familles des revenus substantiels. La Commune abrite le plus grand marché hebdomadaire du cercle de Koutiala où se rencontrent tous les dimanches des commerçants venant de Koutiala, Ségou, Bla, Sikasso, Mopti et Bamako. La Commune dispose d'une banque de céréales.

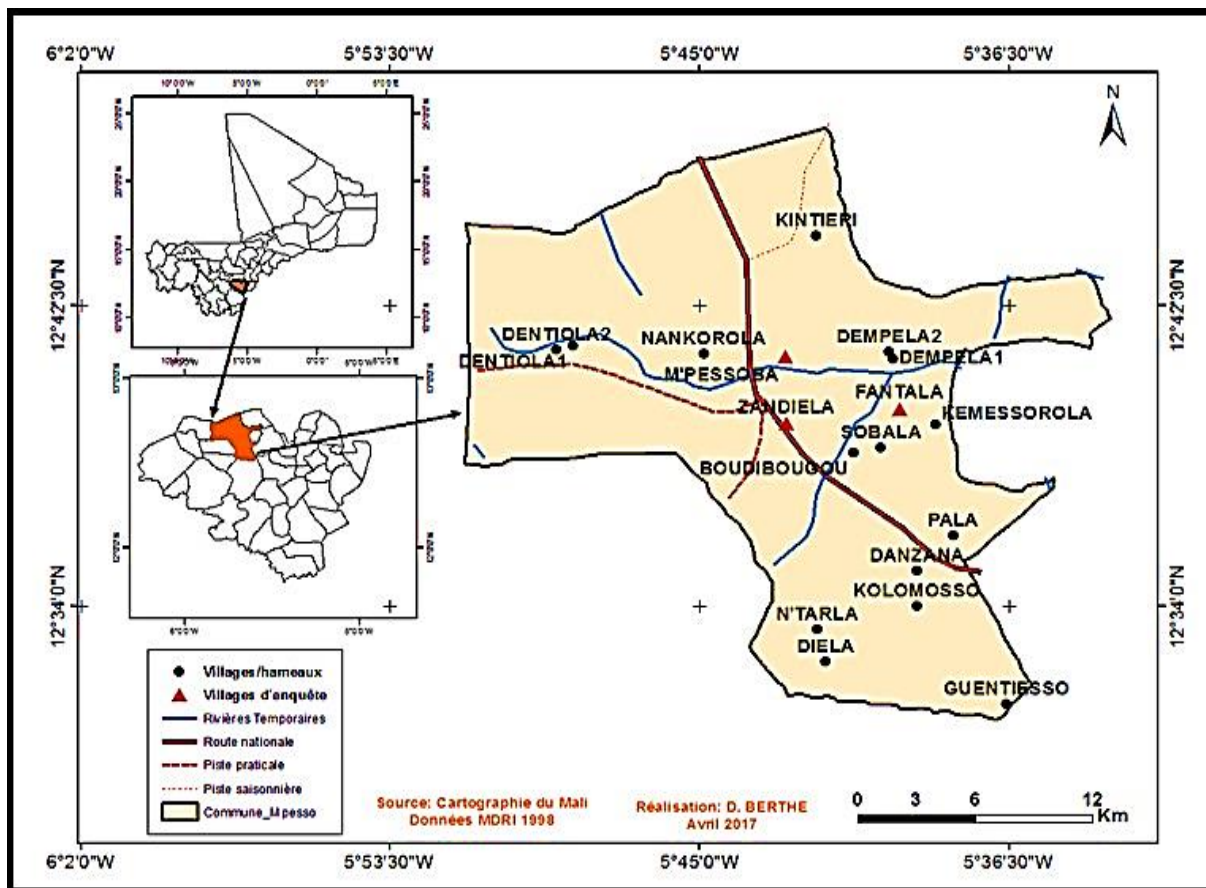
⇒ **Accès aux services sociaux de base**

➤ **Service éducatif**

La commune compte 01 écoles secondaire, 05 écoles fondamentales second cycle, 15 écoles fondamentales premier cycle, 01 école communautaire, 02 jardins d'enfant, 05 Médersa, 10 CED et 02 CAF.

➤ **Service sanitaire**

La commune compte 02 CSCOM et 07 maternités rurales.



Carte 2 : Carte de présentation de la commune de M'Pèssoba

CHAPITRE III: MATERIEL ET METHODES

Ce chapitre aborde les méthodes et le matériel utilisé pour la collecte et l'analyse des données.

3.1. Méthodes

La recherche a été conduite en deux étapes qui sont :

- l'enquête qualitative auprès des agents des services techniques du cercle de Koutiala, des personnes ressources de chaque village, des élus locaux au niveau communal.
- les investigations de terrain par approche quantitative auprès des communautés des communes rurales de Koloningué et de M'Pèssoba.

3.1.1.L'enquête exploratoire

D'une manière générale cette première phase nous a permis de mieux nous situer par rapport à la problématique du foncier agricole dans le cercle de Koutiala. Elle nous a spécifiquement permis de mieux formuler les hypothèses dans le sens de la gouvernance du foncier qui évolue d'une localité à l'autre, d'une époque à l'autre et d'un contexte démographique à l'autre. Elle nous a aussi permis de nous enquêter des informations monographiques et pluviométriques et des données secondaires disponibles sur la thématique. La démarche consistait de rencontrer et d'échanger avec 9 agents de 6 structures (secteur d'agriculture, sous/secteur d'agriculture, service locale des productions et industries animales, bureau du domaine et des cadastres, CMDT et l'ONG AMEDD) sur la problématique du foncier agricole. Ainsi les informations ressorties ont fait l'objet d'une analyse pour nous permettre de mieux assoir la problématique, reformuler les hypothèses et de situer le sujet dans l'espace.



Source : Clichées (BERTHE 2017)

Photo 1 et 2 : tirées des entretiens avec les agents des services du cercle de Koutiala.

3.1.2. Les investigations de terrains

Pour mieux comprendre l'évolution des processus de gouvernance du foncier agricole dans ce contexte complexe, deux méthodes d'investigation ont été utilisées pour recueillir les données de terrain : les enquêtes qualitatives auprès des personnes ressources, les ONG, les autorités locales et traditionnelles et les services techniques et les enquêtes quantitatives auprès des acteurs du foncier (chef d'exploitation ou représentant disponible et capable de répondre aux questions).

3.1.2.1. Les enquêtes qualitatives

Les cibles

- Personnes ressources âgées de 60 ans au moins (38 personnes)
- Services techniques : (secteur d'agriculture, sous/secteur d'agriculture, service locale des productions et industries animales, bureau du domaine et des cadastres, CMDT et l'ONG AMEDD)
- Autorités locales et traditionnelles: élus communaux, chefs de villages, conseillers de village et chefs de terre.

Les outils

Le guide d'entretien qui comprend les points suivants : la documentation des modes d'accès à la terre, les changements intervenus à la gouvernance des terres règles et interrelations de gouvernance des terres agricoles

Les différentes réponses enregistrées à l'aide d'un dictaphone sont disponibles sur support audio.

Chaque acteur interviewé a fait également l'objet d'une prise de vue. Nous ambitionnons ainsi dans les jours à venir de faire un petit documentaire audiovisuel transcrit en français et en anglais sur la problématique du foncier agricole dans les deux communes.



Source : Clichés (BERTHE 2017)

Photo 3 et 4 : tirées des prises de vue des interviews communautaires

3.1.2.2. Les enquêtes quantitatives

Les cibles : chefs d'exploitation ou représentant disponible et capable de répondre aux différentes questions.

Les outils utilisés

Le questionnaire qui comprend les points suivants : la caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps ; la description et l'analyse des modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace ; l'analyse des changements intervenus dans la gouvernance des terres agricoles ; l'appréhension des raisons des changements ; la projection des perspectives d'avenir du foncier agricole.

Les différentes réponses enregistrées à l'aide d'un dictaphone sont disponibles sur support audio.

Chaque acteur enquêté a fait également l'objet d'une prise de vue.

Choix des communes

Sur les 35 communes que compte le cercle de Koutiala, au regard de nos ressources, 2 ont fait l'objet de cette recherche. Il s'agit des communes de M'Pèssoba et de Koloningué choisi en fonction du niveau apparent de l'évolution de la gouvernance de leur foncier agricole.

Ainsi, la commune de M'Pèssoba est retenue sur la base de la récente introduction par l'ONG AMEDD des conventions locales de gestion des terres et d'autres ressources naturelles du terroir villageois dans presque tous les villages. L'adoption de ces conventions par ces communautés constitue une évolution vers une gouvernance moderne qui impacte forcément les modes d'accès aux ressources en terre.

La commune de Koloningué est retenue pour servir de témoins car elle n'est pas encore dans la dynamique des conventions locales comme à M'Pèssoba. Aussi, la gouvernance des terres repose essentiellement traditionnelle. Les terres agricoles ne se vendent presque pas à présent.

⇒ Choix des villages de la commune de M'Pèssoba

Compte tenu des contraintes financières, nous avons retenu 3 villages sur une vingtaine. Chaque village choisit contraste avec les autres par une contrainte du foncier agricole propre à lui ou à des villages similaires dans la commune.

✓ Village de M'Pèssoba

Choisit particulièrement sur la base de son statut de chef-lieu de commune qui s'agrandit en réduisant les espaces agricoles et de sa proximité avec les communes urbaines de Koutiala et de Bla dans un contexte général de pression démographique.

✓ **Village de Fantala**

Ce village d'implantation coloniale a été retenu pour que l'échantillon prenne en compte la dynamique des villages similaires (Mima, Sobala, Kemessorola...). En effet, ces villages furent implantés par le colonisateur à la création de la ferme de M'Pèssoba pour ses besoins d'expérimentation.

✓ **Village de Zandièla**

Ce village situé à quelque km de M'Pèssoba centre en allant vers Koutiala serait plus vieux que M'Pèssoba d'après le chef de village de Zandièla « si l'on se réfère à la signification des prénoms des enfants en milieu « Minianka » « Zanga » est le deuxième garçon et « M'Pè » le quatrième. Donc Zandièla et M'Pèssoba seraient respectivement fondés par le deuxième et le quatrième garçon d'une famille». Le village de Zandièla dispose encore des ressources en terre agricole sur lesquelles ses autorités coutumières installent à titre temporaire des migrants agricoles venant de M'Pèssoba voisin et d'ailleurs. Son choix permet de prendre en compte la dynamique des villages qui disposent jusqu'ici des ressources importantes en terres agricoles.

⇒ **Choix des villages de la commune de Koloningué**

Dans la commune de Koloningué, 2 villages sont choisis sur une dizaine dans les mêmes conditions qu'à M'Pèssoba.

✓ **Village de Molobala**

Il a été choisi sur la base de son statut de chef-lieu de commune de Koloningué. Il est aussi le plus peuplé des villages de la commune.

✓ **Village de Farakoro**

Deuxième village site de la commune de Koloningué a été choisi à cause de l'existence d'une structure composée de chasseurs et de jeunes qui lutte contre les agressions des ressources naturelles dont les terres agricoles. Ces communautés se réfèrent très peu à l'administration pour régler leurs conflits. La plupart des conflits sont réglés à travers les mécanismes traditionnels de gestion des conflits locaux.

⇒ **Choix des chefs d'exploitation à l'intérieur des villages**

Au total, 62 chefs d'exploitation ou un représentant ont été choisis en fonction de leur disponibilité à se soumettre aux enquêtes. En effet, dans cette zone, la sur-enquête fait que les acteurs se soumettent de moins en moins aux investigations qu'ils jugent inutiles. Le nombre d'enquêtés dans chaque village est plutôt fonction des acteurs disponibles et non d'un quota fixé à l'avance.

⇒ Répartition par commune et par village des acteurs enquêtés

Le tableau 1 fait ressortir le type et le nombre d'acteurs enquêtés par commune et par village. Sur un total de 100 acteurs, 55 se sont prêtés à l'enquête dans la commune de M'Pèssoba contre 45 acteurs dans la commune de Koloningué.

Tableau 1 : Répartition par commune et par village des acteurs enquêtés

Commune	Village	Nbre/acteur		Total acteur
		Personnes ressources	Chefs d'exploitation	
M'Pèssoba	M'Pèssoba	15	20	55
	Fantala	4	9	
	Zandièla	3	4	
Koloningué	Molobala	12	23	45
	Farakoro	4	6	
TOTAL GENERAL				100

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

Matériels

Le matériel utilisé se compose d'un guide d'entretien et d'un questionnaire (instruments de collecte des données), bloc note, dictaphone, d'appareil photo numérique et de stylos, les logiciels Excel et SPSS.

Traitement et analyse des données

Toutes les informations collectées ont fait l'objet de saisie sur le tableur Microsoft Excel 2013, codifiées puis ont fait l'objet d'analyse descriptive croisée à l'aide du logiciel SPSS 20. Les résultats sont ainsi présentés en tableaux ou en graphiques.

CHAPITRE IV: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats présentés se rapportent en un premier temps à l'enquête exploratoire qui nous a permis de faire l'état des lieux de la problématique générale du foncier Agricole dans le cercle de Koutiala. En un second temps les résultats spécifiques des enquêtes qualitatives et quantitatives de terrain qui développent la dynamique des modes d'accès à la terre dans la zone d'étude.

Enquête exploratoire

D'une manière générale cette première phase nous a édifiés d'avantage sur la problématique du foncier agricole dans le cercle de Koutiala.

L'analyse du graphique 1 révèle la problématique du foncier sous plusieurs formes. Les villages rattachés à la commune urbaine de Koutiala connaissent des conflits récurrents à cause de la pression urbaine qui rend difficile l'accès à la terre. Cela engage une compétition entre acteurs pour accéder aux ressources rares en terres agricoles.

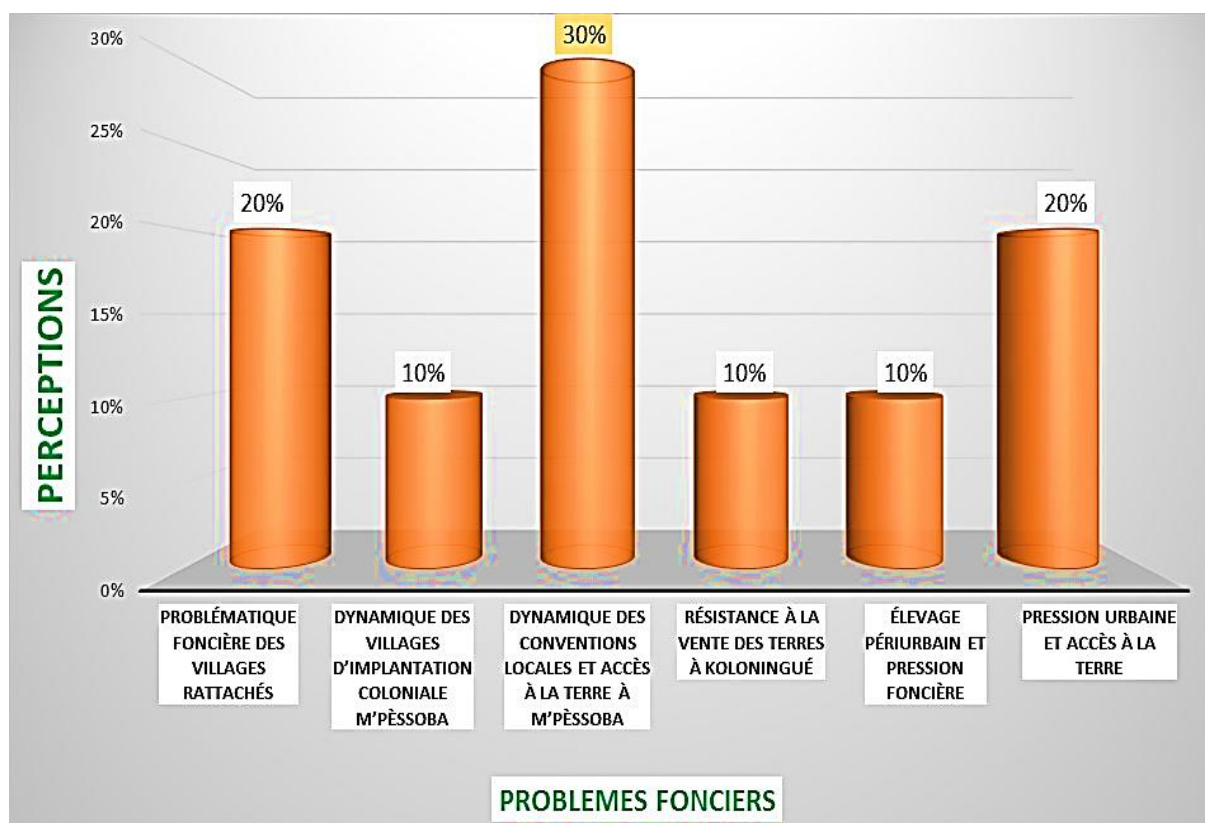
Ce cas aurait été intéressant à étudier si ce n'est à cause du changement de statut des terres desdits villages de qui est passé de la vocation de foncier rural à la vocation de foncier urbain à cause du rattachement à la commune urbaine de Koutiala.

Les dynamiques des conventions locales et des villages d'implantation coloniale dans la commune rurale de M'Pèssoba impactent d'une manière ou d'une autre la gouvernance des terres agricoles dans cette commune. Ces dynamiques qui portent sur le foncier agricole riment avec nos objectifs de départ d'autant plus qu'elles ressortent suffisamment dans nos entretiens avec les agents des services techniques. Les perceptions évoquent les deux problèmes pour respectivement 30% et 10%.

A l'opposée, la résistance à monétarisation de la terre agricole et sa gouvernance relativement traditionnelle dans la commune rurale de Koloningué contrastent avec celle évoquée pour la commune de M'Pèssoba.

L'accès aux pâturages dans la zone péri-urbaine de Koutiala est aussi une préoccupation majeure des communautés pastorales et agro-pastorales cette zone au regard des perceptions.

Ainsi, par ordre de priorité, le regard croisé de la dynamique de l'accès aux terres agricoles dans les communes de M'Pèssoba et de Koloningué bien évoqué dans ce contexte général de gouvernance du foncier agricole s'impose. Le graphique suivant présente les différentes contraintes évoquées par les acteurs des structures techniques impliquées dans la gestion du foncier agricole dans le cercle de Koutiala.



Graphique 1 : Etat des lieux de la problématique du foncier Agricole à Koutiala
Source : Enquête (BERTHE, 2017)

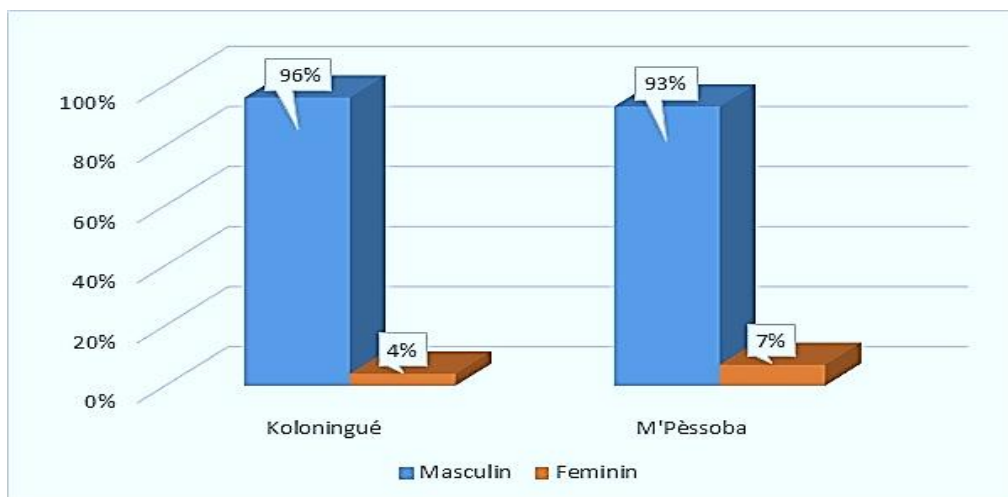
4.1. Analyse de la dynamique des modes d'accès au foncier agricole dans les Communes Rurales de Koloningué et de M'Pèssoba

Les résultats ici présentés sont ceux issus des enquêtes qualitatives et quantitatives. Ils portent sur : la caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps ; la description et l'analyse des modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace ; l'analyse des changements intervenus dans la gouvernance des terres agricoles ; l'appréhension des facteurs des changements de la gouvernance des terres et la projection des perspectives du foncier agricole dans la zone d'étude.

4.1.1. Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps

4.1.1.1. Caractéristiques de la population enquêtée

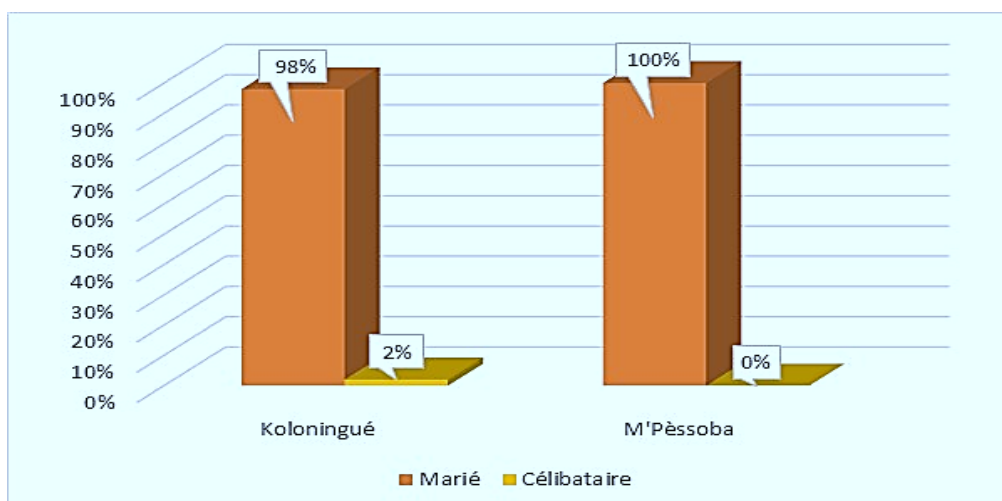
Le graphique 2 présente le sexe des enquêtés par commune. Nous avons enquêtés 43 hommes (96%) et 2 femmes (2%) à Koloningué contre 51 (93%) hommes et 4(7%) femmes à M'Pèssoba.



Graphique 2 : Sexe des enquêtés

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

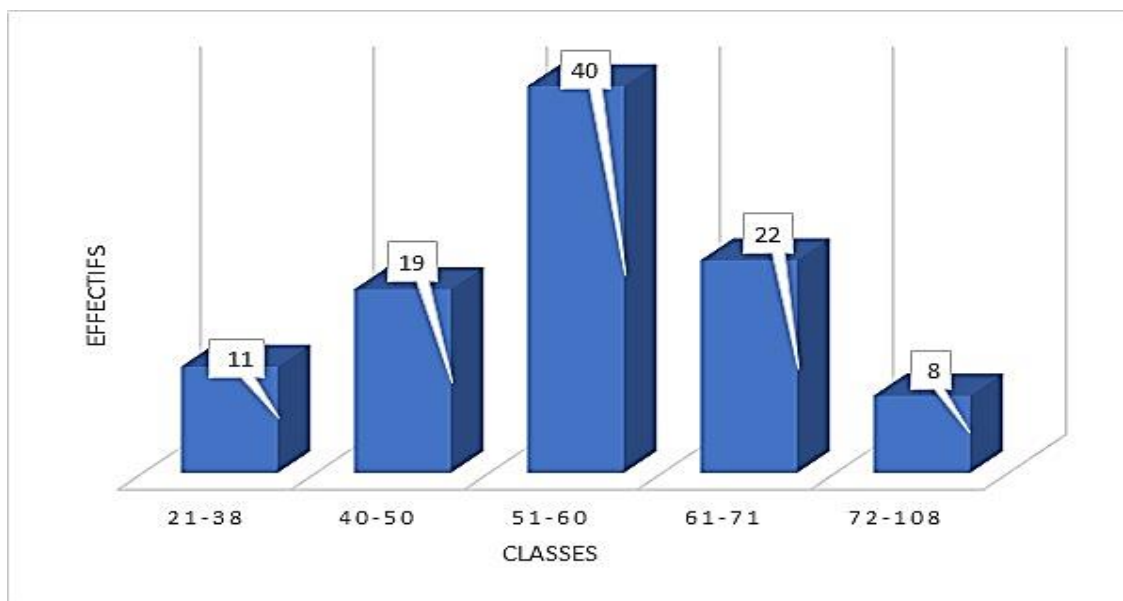
Le graphique 3 représente le statut matrimonial des enquêtés. A part une seule à Koloningué, toutes les autres personnes touchées directement par cette étude dans les deux communes sont mariées.



Graphique 3 : Statut matrimonial des enquêtés

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

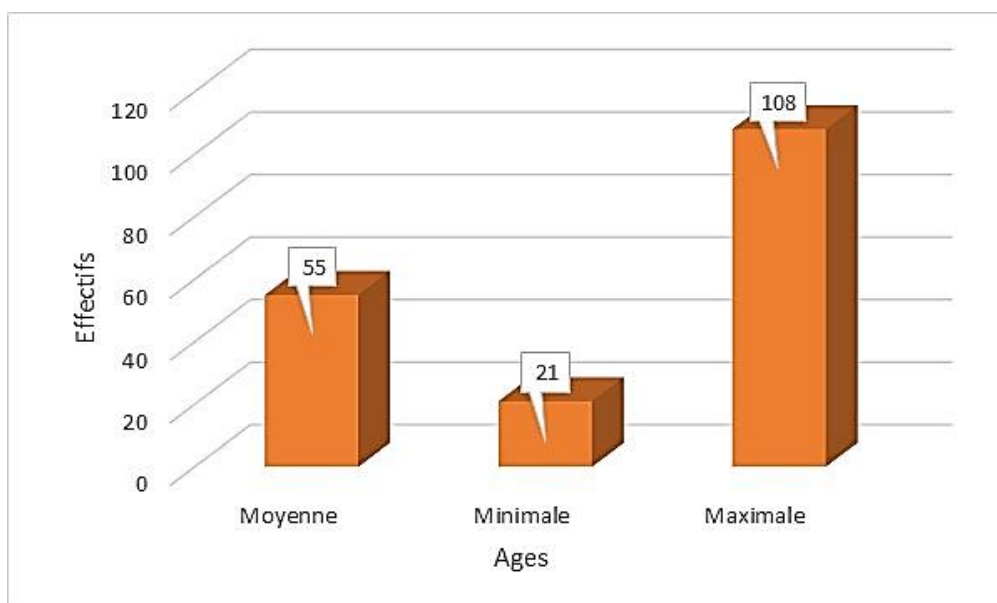
Le graphique 4 illustre les classes d'âge enquêtées qui sont les suivantes: 21-38=11%, 40-50=19%, 51-60=40%, 61-71=22% et 72-108=8% des personnes enquêtées. Les classes 51-60, 61-71 et 72-108 représentent 70% de la population enquêtée veut dire que 70% des enquêtés ont plus de 50 ans.



Graphique 4 : Classes des âges

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

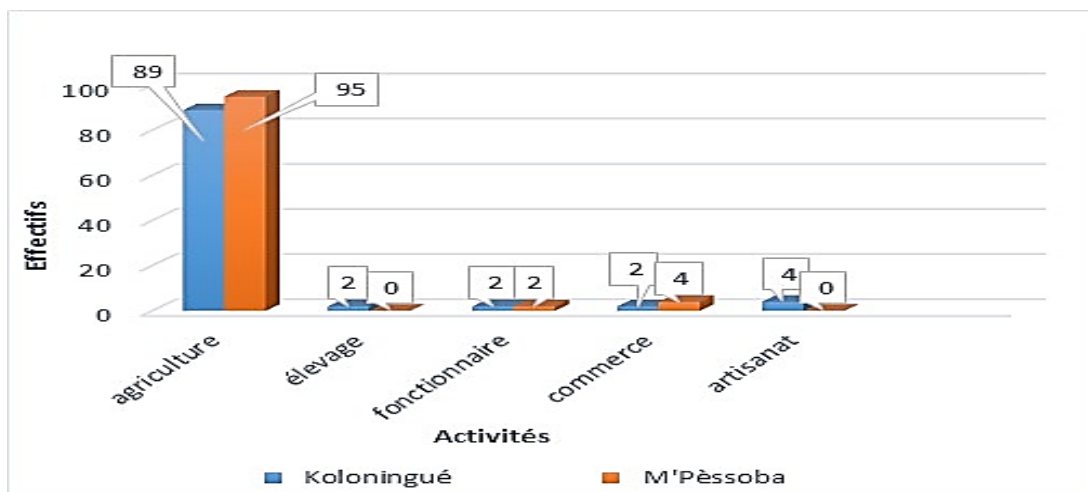
Globalement la population enquêtée se caractérise par un âge moyen de 55 ans pour un maximal de 108 ans et un minimal de 21 ans.



Graphique 5 : Caractéristiques des âges

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

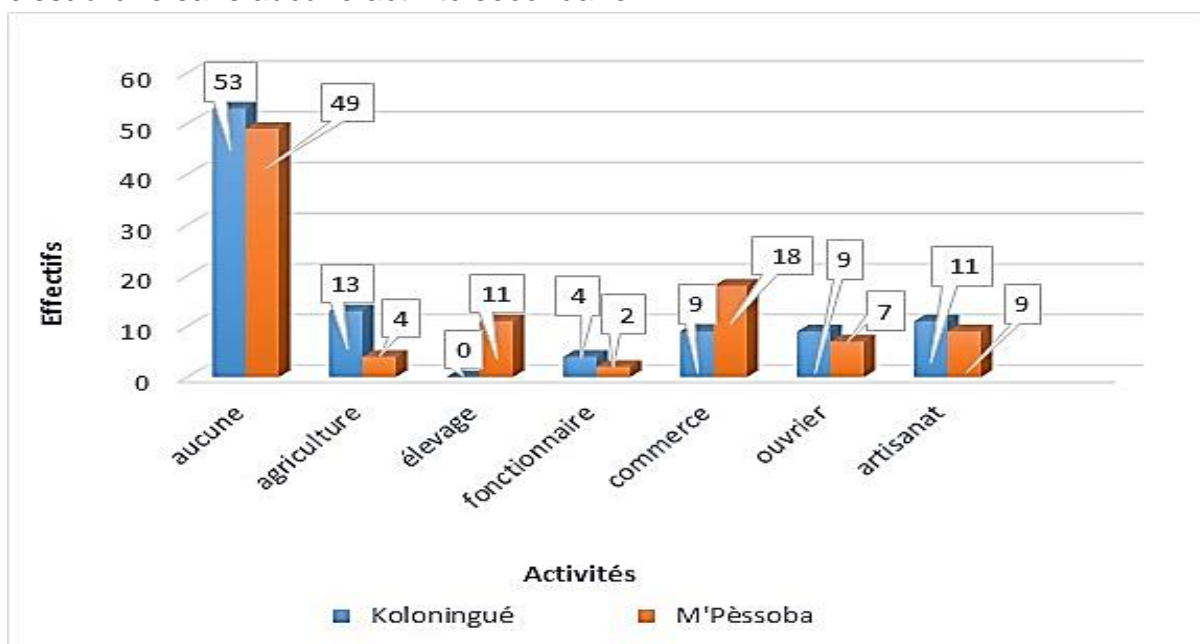
Le graphique 6 présente les activités principales par commune. Dans la commune de Koloningué, 89% des enquêtés pratiquent principalement l'agriculture contre 95% à M'Pèssoba.



Graphique 6 : Activités principales des enquêtés

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

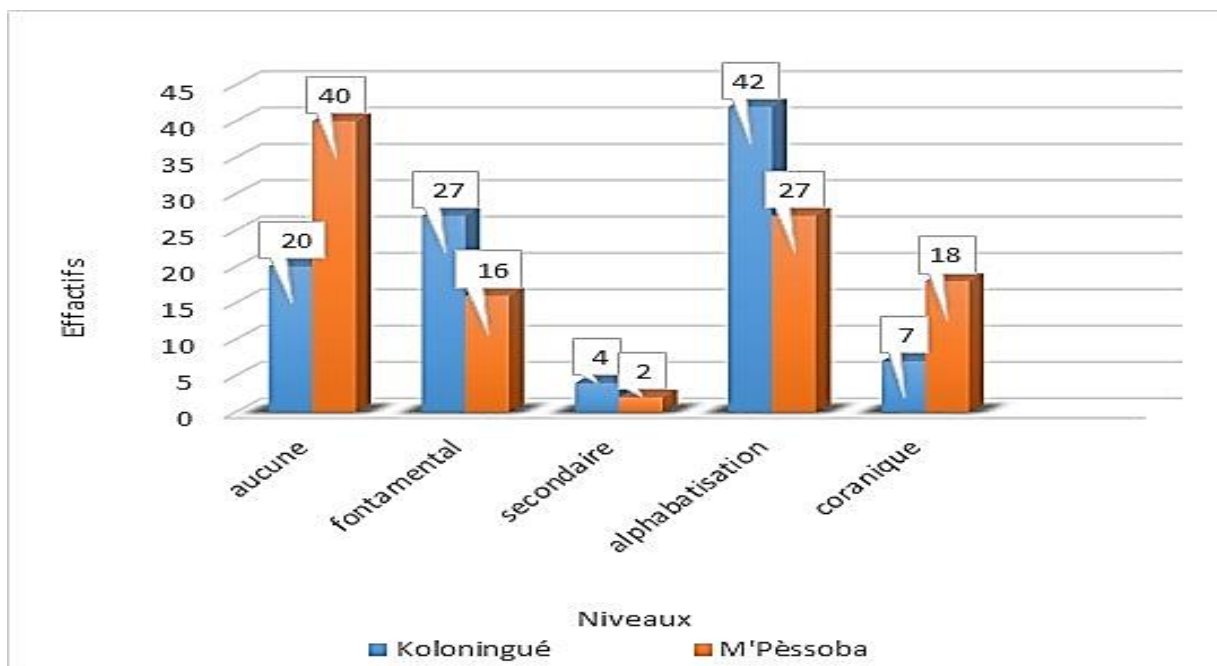
Le graphique 7 présente les activités secondaires par commune. L'agriculture est considérée comme une activité secondaire pour quelques éleveurs, fonctionnaires, commerçants et artisans des deux communes. Jusqu'à 53% et 49% des enquêtés respectivement à Koloningué et à M'Pèssoba pratiquent exclusivement l'agriculture, c'est-à-dire sans aucune activité secondaire.



Graphique 7 : Activités secondaires des enquêtés

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

Le graphique 8 illustre le niveau de formation des personnes enquêtées. On retient d'elles que seulement 20% n'ont eu aucune formation à Koloningué contre 40% à M'Pèssoba. Les autres ont eu soit le niveau de l'enseignement fondamental ou secondaire, soit un niveau de formation en alphabétisation fonctionnelle ou un niveau de formation coranique.



Graphique 8 : Niveau de formation des enquêtés

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.1.1.2. Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs dans le temps dans la Commune de M'Pèssoba

L'enquête révèle que les autochtones sont les seuls acteurs qui bénéficient de l'héritage par succession depuis les périodes coloniales-indépendance jusqu'à nos jours. Les 78% des enquêtés l'affirment et cela se justifie par le fait que toutes les terres sont contrôlées par les premiers à s'installer sur les sites des différents villages. L'arrivée des acteurs non autochtones a entraîné différents modes plus ou moins durables pour satisfaire leurs demandes. Ainsi, 82% des perceptions évoquent la dominance des allochtones par rapport au mode prêt à durée indéterminée pendant la même période. Elles rapportent que ces derniers sont arrivés pour la plupart à la suite d'événements malheureux. Ce mode se raréfie tout comme le don depuis les indépendances à cause du non-respect des engagements pris. Cela se justifie par l'apparition du prêt à durée déterminée (courte durée) évoqué à hauteur de 98% sous la pression d'acteurs nouveaux comme les commerçants, les fonctionnaires et les migrants. L'achat et le gage, bien que faibles, sont surtout entretenus par des commerçants et quelques grands agriculteurs nantis. La pauvreté et la recherche de financement pour d'autres projets sont citées comme étant la cause de ces modes les plus souvent clandestins et générant des conflits fonciers. Le tableau 2 ressort la dynamique des profils des différents acteurs en fonction du temps et des modes d'accès.

Tableau 2 : Profils sociodémographiques des acteurs en fonction du temps et des modes d'accès dans la Commune de M'Pèssoba

Période	Coloniale-Indépendance			Indépendance-Démocratie (1960-1991)	1991-2010		2010-2017
	Autochtone	Autochtone allochtone	Allochtone		Comm erçant	Riche	
Acteur				Autochtone, Allochtone Fonctionnaire Migrants			Tout acteur
Mode	Héritage	Don	Prêt indéterminé	Prêt déterminé	Achat	Gage	Location
Perception	78%	29%	82%	98%	18%	20%	9%

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.1.1.3. Caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs dans le temps dans la Commune de Koloningué

Il est ressorti dans la commune de Koloningué que 100% des enquêtés, considèrent que la succession par héritage sur les terres agricoles est du seul ressort des autochtones et cela depuis la période comprise entre la colonisation et les indépendances. Ce taux démontre l'exclusivité du contrôle de toutes les terres par les autochtones qui les attribuent en fonction de la demande des autres résidents à travers les quatre modes rencontrés.

Dans le Koloningué, le don et le prêt à durée indéterminée de terre, évoqué respectivement par 64% et 80% des enquêtés sont détenus par les allochtones sur la période comprise entre la colonisation et les indépendances. Cela s'explique par l'abondance de terre agricole entre la période précoloniale et les indépendances. Il faut savoir qu'en raison de la rigueur et le poids des règles traditionnelles, les terres obtenues par le biais desdites règles revenaient pour de bon à l'acquéreur car ni le donateur, ni ses héritiers ne pouvaient revendiquer la propriété de ces terres pour peurs des sanctions ancestrales. Si les autochtones n'accèdent pas généralement à la terre à travers le prêt à durée indéterminée, c'est parce qu'ils n'acceptaient pas de retourner aux propriétaires leur terre.

Le prêt à durée à durée déterminée est le mode qui regroupe tous les acteurs à cause de la pression démographique qui augmente l'empreinte écologique et réduit la bio capacité des terres.

Un autre constat est la quasi-absence des modes d'accès par achat, gage et location dans cette commune. Cela se justifie par une méfiance vis-à-vis de la marchandisation

des terres agricoles qui est la cause principale des conflits intra et extra-communautaires. Le tableau 3 illustre les différentes tendances.

Tableau 3 : Profils sociodémographiques des acteurs en fonction du temps et des modes d'accès dans la Commune de Koloningué

Période	Coloniale-Indépendance			Indépendance -Démocratie (1960-1991)	1991-2010		2010- 2017
	Autochtone	Autochtone allochtone	Allochtone		Comm erçant	Riche	
Acteur				Autochtone, Allochtone Fonctionnaire Migrants			Tout acteur
Mode	Héritage	Don	Prêt indéterminé	Prêt déterminé	Achat	Gage	Location
Perception	100%	64%	80%	84%	0%	0%	0%

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

Conclusion partielle 1 :

Ces différents résultats ressortis des enquêtes dans notre zone d'étude confirment notre hypothèse 1. Selon cette hypothèse, les profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole ont évolué.

Les profils des acteurs ont changé depuis la période coloniale à nos jours. Ils varient aussi d'une commune à l'autre en fonction des modes d'accès et en fonction des catégories de villages.

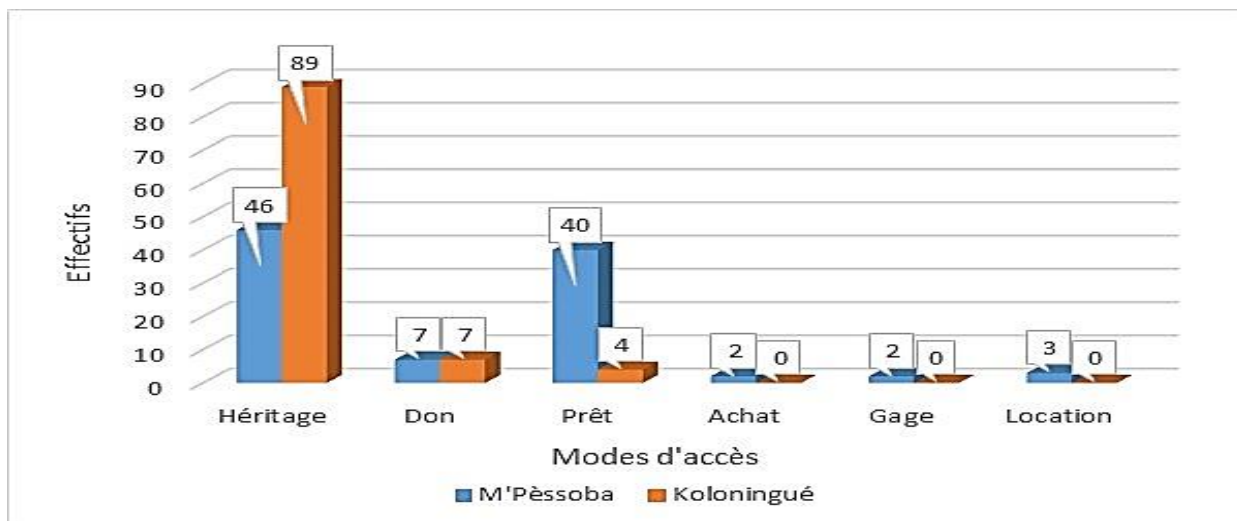
4.1.2. Description et analyse des modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace

4.1.2.1. Distribution des modes d'accès dans l'espace

Dans la commune de Koloningué, la succession par héritage représente 89% des terres agricoles. Cela implique le faible niveau de l'accès par donation et par prêt et une absence presque totale de l'accès par achat, par gage et par location. La faiblesse de la pression foncière et démographique dans cette commune est l'une des causes. Une autre explication est le fait que la population est essentiellement constituée d'autochtones. Les quelques allochtones et certains autochtones se partagent les 7% et 4% par donation et par prêt.

La commune de M'Pèssoba à la différence de celle de Koloningué connaît beaucoup plus la pression foncière et démographique à cause de l'importance de la couche allochtone dans la population compte tenu de la proximité de la commune avec les centres urbains comme Ségou, Bla, Koutiala et San. A cela s'ajoute le fait de l'installation de villages par le colonisateur sur des terres qui ont appartenu à certaines communautés autochtones. C'est la combinaison de ces facteurs qui fait chuter la part de l'héritage à 46% au profit

du prêt à hauteur de 40% et 7% pour le don. L'achat et la location qui sont des phénomènes aussi explicatifs de la pression sur la terre et de la croissance démographique occupent respectivement 2% et 3%. Le mode d'accès par gage, aux dires des acteurs est en recule à cause du non-respect des engagements pris par certains riches qui en profitent pour s'accaparer des terres. Le graphique 9 en est l'illustration.



Graphique 9: Distribution des modes d'accès

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.1.2.2. Dynamique des modes d'accès dans le temps

La succession sur les terres agricoles par héritage, le don et le prêt sont les modes d'accès le plus anciens dans les deux communes. Les personnes enquêtées évoquent timidement leur existence à la période coloniale aux taux respectifs pour l'héritage de 22% à Koloningué et 18% à M'Pèssoba. Les perceptions font état de la disparition de l'accès à la terre par don avec l'avènement de la démocratie. Cela se justifie non seulement par une réduction des terres agricoles avec la pression démographique, mais aussi la revalorisation de la fonction agricole et la monétarisation de l'accès à la terre. Le fait de la faiblesse ou de l'absence de perception pour l'héritage à partir des années 2000 sur ce tableau ne justifie pas sa disparition, mais plutôt l'apparition d'autres modes d'accès tels que le prêt à durée déterminée, l'achat, le gage et la location de terre qui sont les plus récents. Les trois derniers modes d'accès ne sont pas très visibles dans la dynamique des modes d'accès à Koloningué. Le tableau 4 présente la dynamique des modes d'accès.

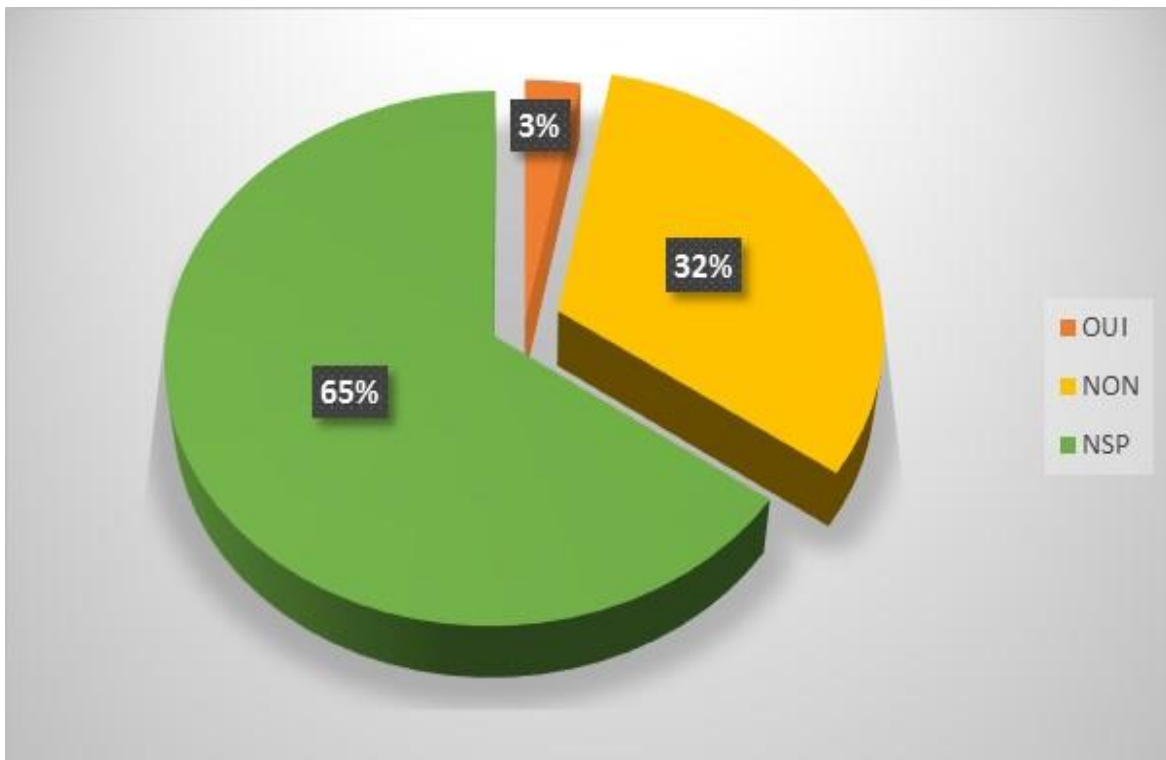
Tableau 4 : Dynamique des modes d'accès

Périodes	Colonisation			Indépendance1960-1990			Démocratie1990- 2000					2000-2010		2010-2017
	Héritage	Don	Prêt indéterminé	Héritage	Don	Prêt indéterminé	Héritage	Prêt indéterminé	Prêt déterminé	Achat	Gage	Achat	Location	Achat
Perceptions M'Pèssoba (%)	31	15	45	22	0	25	5	4	71	2	16	15	9	2
Perceptions Koloningué (%)	44	36	51	31	27	24	0	0	82	0	0	0	0	0

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.1.2.3. Perceptions des acteurs par rapport à l'impact des modes d'accès sur la tenure des terres

L'analyse du graphique 10 nous indique que la nature du mode d'accès n'influence pas forcément la tenure des terres à vocation agricole. Les populations enquêtées pensent que la terre produit le maximum de rendement lorsqu'elle est bien entretenue. Actuellement, avec le faible niveau de fertilité de la plupart des terres, les producteurs semblent avoir pris conscience de cette réalité. Selon 32% des enquêtés, l'affectataire de la parcelle, s'il veut bien récolter est obligé d'apporter les substances fertilisantes nécessaires à sa culture même si l'accès ne dure qu'une seule année. Ce pendant 3% des avis sur la question soutiennent la thèse selon laquelle les modes d'accès temporaires auraient un impact négatif sur la tenure des terres agricoles. Les 65%, soient plus de la moitié des enquêtés ne savent pas s'il y a un rapport entre les modes d'accès et la tenure des terres agricole.



Graphique 10 : Perceptions par rapport à l'impact des modes d'accès et la tenure des terres

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.1.2.4. Règles et pratiques locales de gouvernance du foncier agricole

- Procédures d'accès à la terre

Du tableau 5, on remarque d'une manière générale que la variation des procédures d'accès à la terre est faible dans les deux communes. On constate aussi que les élus locaux et les représentants de l'Etat ne sont pas impliqués à priori dans les procédures d'accès à la terre agricole. Cela explique le caractère exclusivement coutumier des

procédures. Au regard des perceptions, les procédures font appel au sacrifice d'un coq pour consulter les esprits et les ancêtres en vue de leur approbation ou désapprobation par rapport à la demande d'accès adressée au chef de terre. Quelques spécificités permettent de faire un distinguo entre les communes. Si aucune rigueur n'est constatée par rapport à la couleur du coq à M'Pèssoba, la couleur blanche symbolise les évènements heureux dans la commune de Koloningué d'où la préférence d'un coq blanc. Un autre aspect spécifique est celui de l'utilisation des noix de cola dans les procédures traditionnelles à M'Pèssoba. Dans la commune de Koloningué, le cauri, autrefois utilisé comme moyen de paiement en Afrique noire, accompagnait le coq blanc. Sa valeur variait de 80 à 200 unités en fonction du demandeur. Les cauris devenus rares se font remplacer par une somme symbolique d'argent dont le montant va de 500 à 1000FCFA. Les autorités compétentes impliquées dans les procédures, rappellent à l'acquéreur de la terre les pratiques interdites dont la violation entraîne des sanctions.

Tableau 5 : Procédures d'accès à la terre

Communes	Conditions	Interdits	Autorités traditionnelles	Perceptions%
M'Pèssoba	Un coq et des noix de cola	Ne pas violer les règles locales	Chef de terre ou chef traditionnel	82
	Un coq et des noix de cola	1/ Ne pas couper des arbres comme le néré, le karité, le baobab, le tamarinier 2/ Ne pas planter des arbres en dehors de l'héritage et l'achat	Chef de terre ou chef traditionnel, chef de village, propriétaire de terre	5
	Un coq à égorger avec interprétation des signes exprimant l'autorisation des ancêtres pour accéder à la terre	Ne pas couper des arbres comme le néré, le karité, le baobab, le tamarinier 2/ Ne pas planter des arbres en dehors de l'héritage, du don et de l'achat	Chef de terre, chef de village, propriétaire de terre	13
Koloningué	Un coq à égorger avec interprétation des signes exprimant l'autorisation des ancêtres pour accéder à la terre	Ne pas couper des arbres comme le néré, le karité, le baobab, le tamarinier 2/ Ne pas planter des arbres en dehors de l'héritage et du don	Chef de terre par secteur du village, chef de village, propriétaire de terre	11
	Un coq blanc à égorger, des cauris dont le nombre varie de 80 à 200 ou 500 à 1000F CFA, un panier de mil au propriétaire de terre à chaque récolte en dehors de l'héritage et du don	Ne pas couper des arbres comme le néré, le karité, le baobab, le tamarinier 2/ Ne pas planter des arbres en dehors de l'héritage et du don	Chef de terre par secteur du village, chef de village, propriétaire de terre	89

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

- **Mécanismes locaux de gestion des conflits**

Du tableau 6, il ressort que la gestion des conflits se fait avec une implication plus ou moins forte des élus et des autorités administratives de façon graduelle selon les réalités de chaque commune. A M'Pèssoba, les élus et autorités administratives sont plus impliqués à cause de la méfiance vis-à-vis des sanctions prévues aux termes des règles traditionnelles. Dans le Kolonigué, les acteurs évitent au maximum de se référer aux autorités élues et administratives. Ils pensent que la référence à ces autorités occasionne des sorties inutiles d'argent et la honte et la désolation dans la communauté. Ils préfèrent régler leurs conflits en toute fraternité dans le vestibule du chef de village. Un tel règlement à l'avantage de préserver la cohésion sociale. D'une manière générale, les conflits sont le fait de la pression démographique qui entraîne l'éclatement des grandes familles qui à son tour, engendre des partages de terre. Il y a aussi des conflits de limites entre champs, des conflits de propriétés et des accaparements de terres.

Tableau 6 : Mécanismes locaux de gestion des conflits

Communes	Instance de gestion	Sanctions	Autorités compétentes	Perceptions%
M'Pèssoba	Conseil de village	Restitution de terre, retrait en cas de transgression des interdits, serment aux ancêtres avec la terre et incantation pour rétablir la vérité	Chef de village, chef de terre, conseillers de village, patriarches du village	77
	Conseil de village et conseil municipal	Réparation de dommage	Maire, conseillers municipaux, chef de village, chef de terre, conseillers de village	16
	Conseil de village et conseil municipal et autorités administratives	Réparation de dommage	Juge ou Sous-préfet, maire, conseillers municipaux, Chef de village, chef de terre, conseillers de village	7
Koloningué	Conseil de village	Restitution de terre, retrait en cas de transgression des interdits, serment aux ancêtres avec la terre et incantation pour rétablir la vérité	Chef de terre, chef de village, conseillers de village, patriarches du village	93
	Conseil de village et conseil municipal	Réparation de dommage	Maire, conseillers municipaux, chef de village, chef de terre, conseillers de village	7

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

Conclusion partielle 2 :

Les résultats suivants confirment l'hypothèse 2 selon lequel les modes d'accès au foncier agricole évoluent dans le temps et dans l'espace. En effet, de la période précoloniale à nos jours, les différents acteurs accèdent principalement à la terre par héritage, par don, par prêt, par achat selon que nous soyons dans la commune de Kolonigué ou de M'Pèssoba. L'accès à la terre dans les deux communes est géré principalement par des autorités traditionnelles en aval et en amont, notamment à travers des procédures d'accès à la terre et des mécanismes locaux de gestion des conflits fonciers.

- **Nature de quelques conflits fonciers gérés au niveau local ces quinze dernières années**

Entre 2000 et 2017, les conflits fonciers réglés avec les mécanismes locaux à Koloningué et à M'Pèssoba sont nés à la suite d'un partage de terre au regard du graphique 11. Ces taux respectifs de 27% et 28% le prouvent. Une autre cause est le problème de limite entre les champs. A ce sujet, les populations évoquent en milieu « minianka », qu'à l'attribution des champs, les limites sont indiquées à main levée. Ce qui fait que sa part est importante dans la genèse des conflits soit 38% à M'Pèssoba et 27% à Koloningué. On assiste de plus en plus au non-respect par les héritiers des engagements pris par leurs parents pour la restitution des terres obtenues par prêt. C'est aussi pour cette raison que ces communautés se méfient du prêt de terre à durée indéterminée. La dernière cause concerne le conflit de propriété. Ce dernier étant plus fréquent à Koloningué avec 36% contre 20% à M'Pèssoba. Elle est surtout liée à la pratique des jachères de très longue durée. Quand les parents qui maîtrisent les limites meurent, un conflit peut naître entre les héritiers des familles concernés. L'accaparement, en comptant sur ses relations et ses moyens justifie également les conflits de propriétés. Le graphique 11 donne la nature des conflits fonciers.



Graphique 11 : Nature des conflits fonciers des quinze dernières années

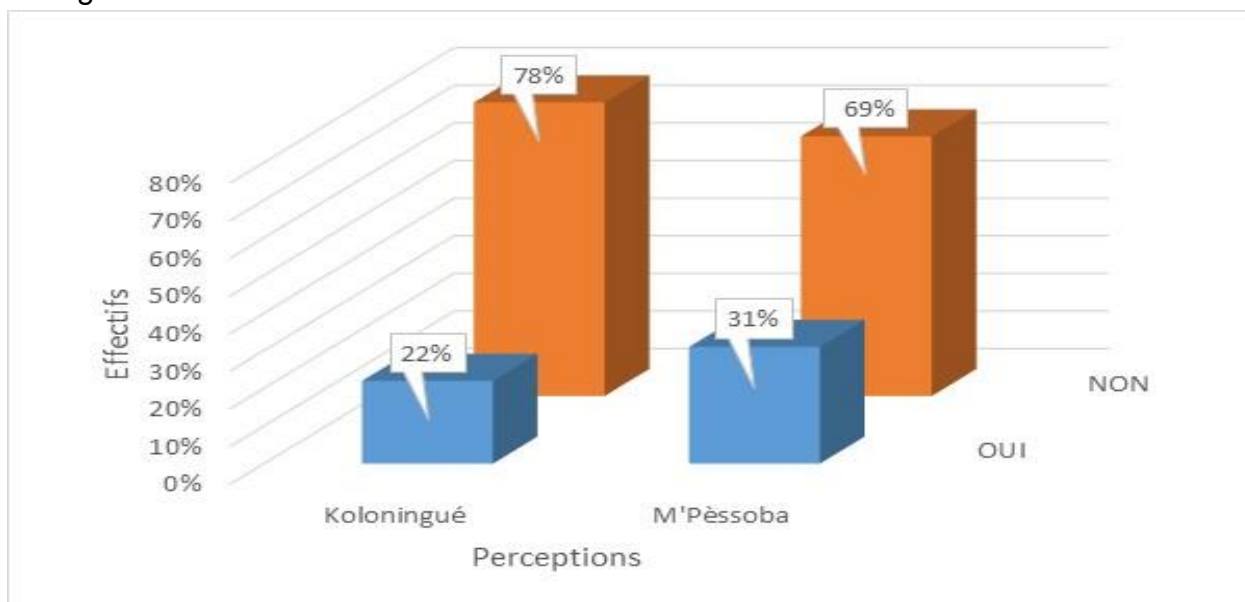
Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.2.3. Analyse des changements intervenus à la gouvernance du foncier agricole

4.2.3.1. Perceptions sur les changements intervenus à la gouvernance par commune

Dans la commune de Koloningué, 22% des enquêtés pensent que la gouvernance est en train de changer contrairement à 78% qui disent le contraire. Cela est surtout dû au fait que les modes d'accès n'ont pas beaucoup évolué et aussi les conventions locales de gestion des terres ne sont pas encore une réalité dans cette commune.

Cependant, dans la commune de M'Pèssoba, on remarque une hausse des perceptions en faveur des changements. Celles-ci passent à 31% contre les 69% qui pensent au contraire. Cette hausse se justifie par une grande évolution des modes d'accès et la mise en place des conventions locales écrites de gouvernance des terres ces cinq dernières années avec l'appui de l'ONG AMEDD. Le graphique 12 donne les perceptions sur les changements.



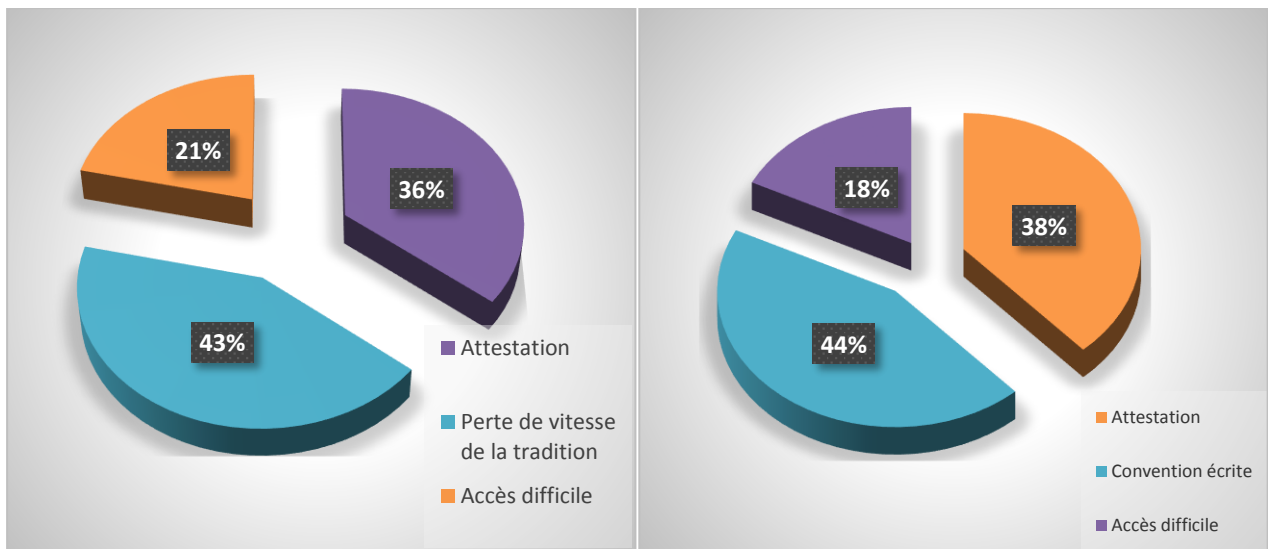
Graphique 12 : Perceptions sur les changements intervenus à la gouvernance

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.2.3.2. Les changements observés dans les deux communes

L'analyse des graphiques 13 et 14 nous permet de faire une comparaison des phénomènes ou des actes qui déterminent le changement. La commune de Koloningué se distingue par la perte de vitesse de la tradition. De l'avis des personnes ressources, les acteurs se réfèrent de moins aux règles traditionnelles de gestion des terres. Cela explique la tendance vers une gouvernance plus moderne avec utilisation d'attestation, l'accès à la terre devenant de plus en plus difficile.

A M'Pèssoba, les conventions écrites et les attestations dominent les changements. Cette tendance est surtout du fait de l'appui de l'ONG AMEDD pour aider les communautés à mieux gérer les ressources en terre et prévenir les conflits. Cette dynamique est amorcée dans la quasi-totalité des villages de la commune pour créer les conditions qui facilitent l'accès à la terre.



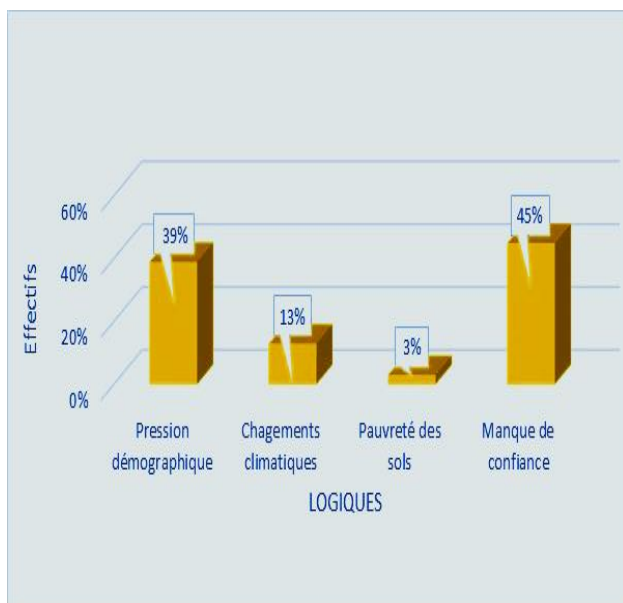
Graphique 13: Commune de Kolonigué **Graphique 14:** Commune de M'Pèssoba

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

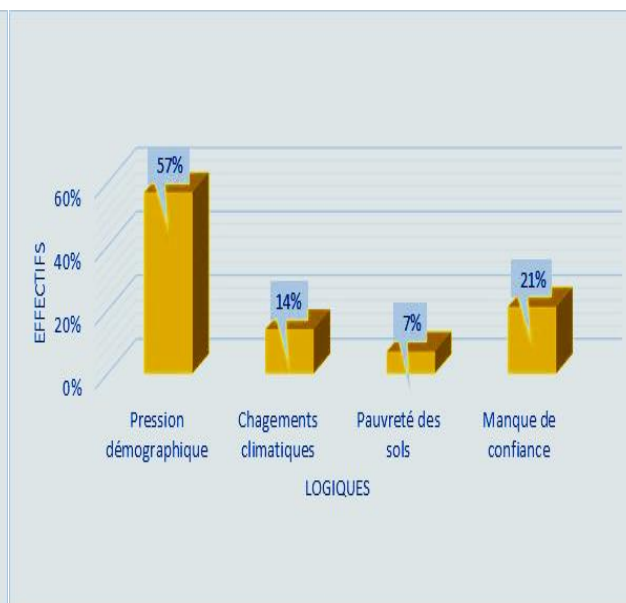
4.2.4. Raisons des changements observés dans les deux communes

Au regard de la représentation graphique des différentes perceptions, la pression démographique est la principale cause des changements intervenus à la gouvernance des terres dans les deux communes. La pression démographique étant à la base de la réduction du ratio superficie des terres agricoles et la population agricole et aussi de la plupart des éclatements de grande famille comme évoqué dans les interviews a un rôle déterminant sur la dynamique de la gouvernance des terres agricoles. Les changements climatiques, évoqués dans les deux communes comme étant une des causes des changements de gouvernance, sont plus importants à M'Pèssoba qu'à Kolonigué. Dans les deux cas les inondations et les variabilités pluviométriques des dernières années ont entraîné des déplacements de sites de hameaux agricoles surtout à M'Pèssoba et des dégâts aux cultures tardives. La pauvreté des sols, même si elle a le niveau le plus bas au regard des perceptions, il a été noté qu'elle rend difficile l'accès à la terre par la réduction des superficies cultivables. Une compétition s'engageant pour accéder aux terres fertiles.

Une autre cause des changements est le manque de confiance entre les acteurs. Dans la commune de Kolonigué ce phénomène a été évoqué avec insistance d'où ce niveau de perception plus élevé qu'à M'Pèssoba. Ce fait se justifie par les récentes évolutions des modes d'accès vers les ventes et gages de terres qui sont souvent à la base de conflits fonciers à M'Pèssoba. Du reste, le manque de confiance entre acteur est à l'origine de l'établissement d'attestation entre parties et élaboration de convention de gestion des ressources communautaires telles que les terres agricoles. Les graphiques 15 et 16 présentent les raisons des différents changements de la gouvernance des terres.



Graphique 15 : Logiques des changements à Koloningué



Graphique 16 : Logiques des changements à M'Pèssoba

Sources : Enquête (BERTHE, 2017)

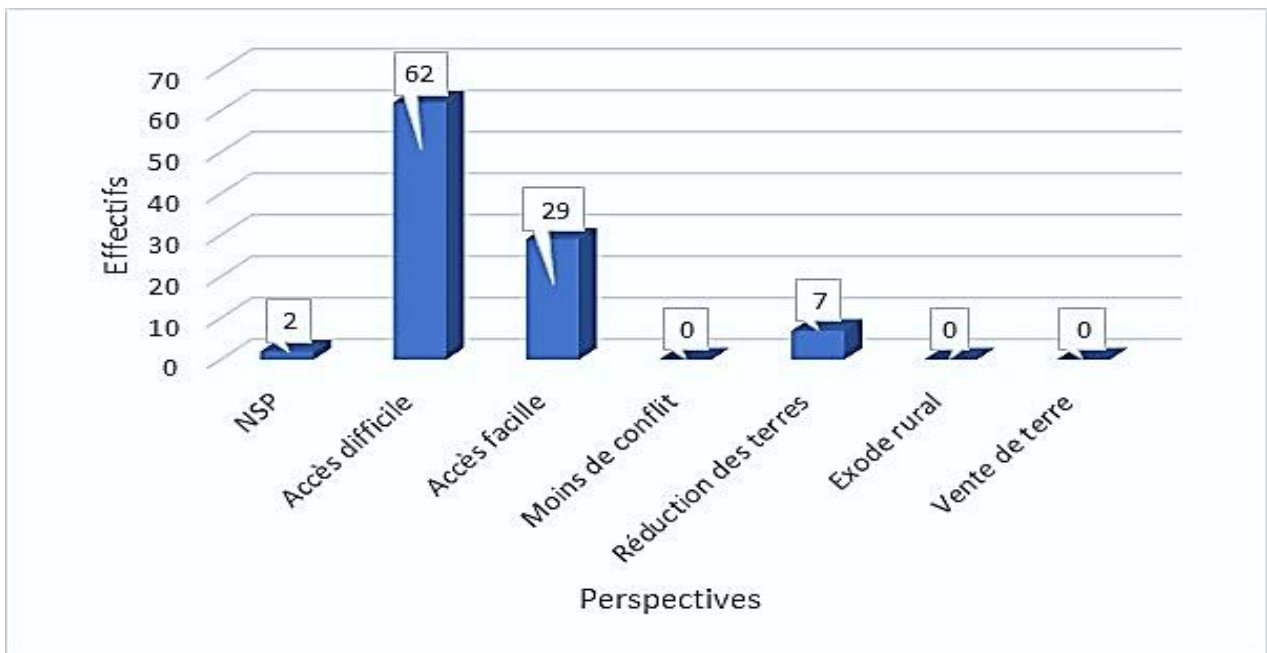
Conclusion partielle 3 :

Les résultats suivants confirment les hypothèses 3 et 4 selon lesquels des changements sont intervenus dans la gouvernance des terres agricoles et différentes raisons sous-tendent ces changements. Les personnes enquêtées évoquent les changements entre 22% et 31% respectivement à Koloningué et à M'Pèssoba. Elles attribuent ces changements dans les deux communes principalement à la pression démographique, au manque de confiance entre les acteurs et aux changements climatiques.

4.2.5. Perspectives d'avenir du foncier agricole dans la zone d'étude

4.2.5.1. Perspectives pour la commune de Koloningué

L'analyse du graphique 17 montre que les perceptions varient des difficultés d'accès à la réduction des terres agricoles sans occulter les facilités d'accès dans la commune de Koloningué. Bien que les difficultés d'accès ne soient pas heureuses, elles sont les plus probables à cause la pression démographique qui croit en s'opposant aux terres agricoles qui au contraire reste stationnaire voir se réduisent au regard de la superficie et l'état de fertilité. Des perspectives heureuses, on s'attend à des facilités d'accès conditionnées au respect des règles de gouvernance là où la pression est moins forte sur les terres agricoles.

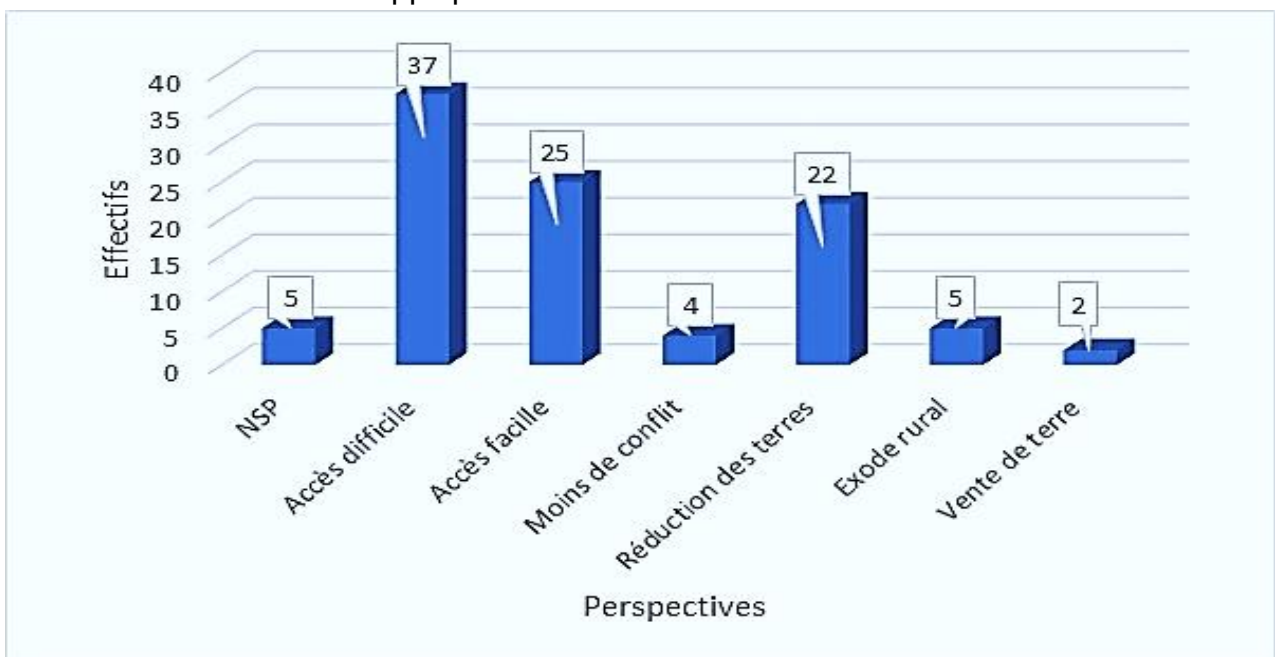


Graphique 17 : Perspectives pour Koloningué

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

4.2.5.2. Perspectives pour la commune de M’Pèssoba

Au regard du graphique 18, la commune de M’Pèssoba, en plus des perspectives déjà évoquées à Koloningué, s’attend particulièrement à une croissance de l’exode rural et de la vente de terres agricoles comme conséquence de la pression démographique, des inondations récurrentes et des irrégularités pluviométriques. Par contre il y aura moins de conflits avec l’avènement des conventions écrites et des attestations si elles sont bien diffusées et correctement appliquées.



Graphique 18: Perspectives pour M’Pèssoba

Source : Enquête (BERTHE, 2017)

Conclusion partielle 4 :

Ces perspectives ainsi dégagés confirment l'hypothèse 5 selon laquelle, des perspectives d'avenir existeraient au foncier agricole dans notre zone d'étude.

Ainsi, l'avenir réserve de sérieuses difficultés d'accès au foncier, liées à une réduction des terres agricoles qui à son tour entrainera une hausse du taux de l'exode rural si la tendance actuelle se poursuivait. La bonne nouvelle est que si les mécanismes traditionnels sont revalorisés, l'accès à la terre restera facile et il y'aura moins de conflits fonciers globalement dans notre zone d'étude.

CHAPITRE V: DISCUSSION DES RESULTATS

La discussion porte sur :

- la caractérisation des profils sociodémographiques des acteurs du foncier agricole et leur évolution dans le temps;
- la description et l'analyse des modes d'accès au foncier agricole et leur évolution dans le temps et dans l'espace ;
- l'analyse des changements intervenus à la gouvernance des terres agricoles ;
- l'appréhension des raisons des changements de la gouvernance des terres;
- la projection des perspectives d'avenir du foncier agricole dans la zone d'étude.

Caractérisation des profils sociodémographique des acteurs du foncier agricole dans le temps

Selon les communautés des communes de M'Pèssoba et de Koloningué, seuls les autochtones se succèdent par héritage sur les terres agricoles depuis l'ère précolonial pour avoir été les premiers à s'installer sur les sites des différents villages. Ce constat a été évoqué par 78% et 100% des personnes enquêtées respectivement à M'Pèssoba et à Koloningué. Elles trouvent qu'en plus des autochtones, d'autres types d'acteurs tels que les allochtones pour le don et le prêt sur la même période, et récemment les migrants, les commerçants et les fonctionnaires suite à la monétarisation des modes d'accès avec l'avènement de la démocratie. Ces résultats sont comparables à ceux obtenus par CAMARA (2016) et SANGARE et CORNU (2010), respectivement sur la dynamique des systèmes fonciers dans le bassin du fleuve Niger au Mali et le schéma d'aménagement pastoral: un outil de reconnaissance et de sécurisation du foncier dans le delta intérieur du Niger (Mopti et Tombouctou). Nos résultats complètent ceux antérieurs en ce sens qu'ils décrivent la dynamique des acteurs du foncier agricole en fonction des modes d'accès et le temps.

Description et analyse des modes d'accès au foncier agricole dans le temps et l'espace

La succession par héritage domine les modes d'accès avec 89% et 46% respectivement à Koloningué et à M'Pèssoba selon les populations enquêtées. L'accès par prêt de terre représente 40% à M'Pèssoba et 4% à Koloningué. L'achat, le gage et la location, faiblement représentés à M'Pèssoba ne se rencontrent pas encore à Koloningué. Ces résultats confirment ceux obtenu par CAMARA (2016) suite à l'étude de la dynamique des systèmes fonciers dans le bassin du fleuve Niger au Mali.

- D'après les personnes enquêtées dans les communes de Koloningué et de M'Pèssoba, la succession sur les terres agricoles par héritage, le don et le prêt sont les modes d'accès les plus anciens. Les perceptions font état de leur existence depuis la période précoloniale. Les modes d'accès par prêt à durée déterminée, par achat, par gage et par location de terre sont les plus récents. Selon elles, ces modes d'accès ont apparus pendant la décennie

1990 à 2000. CAMARA (2016) et SANGARE et CORNU (2010) avaient obtenu des résultats similaires sur l'évolution des systèmes fonciers dans le cadre de leurs études respectives sur la dynamique des systèmes fonciers dans le bassin du fleuve Niger au Mali et le schéma d'aménagement pastoral: un outil de reconnaissance et de sécurisation du foncier dans le delta intérieur du Niger (Mopti et Tombouctou). Nos résultats à la différence des leurs, décrivent les modes d'accès, leur apparition et leur évolution dans le temps et l'espace.

- D'après les communautés enquêtées dans les communes de Koloningué et de M'Pèssoba, la nature du mode d'accès n'influence pas forcément la tenure des terres a vocation agricole. La qualité des soins apportés à la chose d'autrui dépendant de l'individu. Elles ont pris conscience du fait que la terre produit le maximum de rendement lorsqu'elle est bien entretenue surtout avec le faible niveau actuel de fertilité de la plupart des terres agricoles. Selon 32% des enquêtées, l'affectataire de la parcelle, s'il veut bien récolter, il est obligé d'apporter les substances fertilisantes nécessaires à sa culture même si l'accès ne dure qu'une seule année. Ce pendant 3% des avis sur la question soutiennent la thèse selon laquelle les modes d'accès temporaires auraient un impact négatif sur la tenure des terres agricoles. Les 65%, soient plus de la moitié des enquêtés ne savent pas s'il y a un rapport entre les modes d'accès et la tenure des terres agricoles. Ces résultats confirment ceux obtenus par DURAND-LASERVE et Le ROY (2012) dans le cadre de leur étude sur la situation foncière en Afrique à l'horizon 2050.

Règles et pratiques locales de gouvernance du foncier agricole

- Selon les communautés des communes de Koloningué et de M'Pèssoba, les élus municipaux et les représentants de l'Etat ne sont pas impliqués à priori dans les procédures d'accès à la terre agricole à cause du caractère exclusivement coutumier des procédures. Au regard des différentes perceptions, les procédures font appel au sacrifice d'un coq pour consulter l'esprit des ancêtres et des dieux de la terre en vue de leur approbation ou désapprobation par rapport à la demande d'accès adressée au chef de terre. Les spécificités par communes font appel à la couleur du coq, des cauris ou une somme symbolique et des noix de cola accompagnant le coq à sacrifier aux ancêtres. Si la demande est agréée, les autorités coutumières compétentes rappellent à l'acquéreur de la terre, les pratiques interdites et les sanctions prévues à leur violation. Des résultats similaires ont été publiés par BOATENG (2017) dans le cadre de son article intitulé « Land Access, Agricultural Land Use Changes and Narratives about Land Degradation in the Savannahs of Northeast Ghana during the Pre-Colonial and Colonial Periods » et par TRAORE (1996) dans le cadre de sa thèse sur « Les enjeux de la gestion de l'espace dans la zone de Manantali: Réalités et perspectives ».

- Les perceptions par rapport à la gestion des conflits fonciers dans les communes enquêtées, indiquent l'existence de mécanismes locaux qui impliquent faiblement les élus communaux et les Ils pensent que la référence aux à ces autorités occasionne des sorties inutiles d'argent et la honte et la désolation dans la communauté. Ils préfèrent régler leurs conflits en toute fraternité dans le vestibule du chef de village. Ce qui a l'avantage de

préserver la cohésion sociale. HILHORTS (2008), rapporte des résultats similaires dans « Le rôle des instances locales de gouvernance dans la gestion des ressources naturelles au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Appréhension des changements intervenus à la gouvernance du foncier agricole

Selon 22% et 31% des communautés enquêtées respectivement dans les communes de Koloningué et de M'Pèssoba, la gouvernance des terres agricoles a connu des changements qui portent sur une perte de vitesse des valeurs traditionnelles des terres, l'apparition des conventions locales écrites de gestion des terres et l'établissement d'attestation pour la matérialisation de l'accès à la terre devenant de plus en plus difficile. Ces communautés attribuent les changements principalement à la pression démographique, ensuite à un manque de confiance entre les acteurs, aux changements climatiques et enfin à la pauvreté des sols. Des résultats similaires ont été obtenus par CAMARA (2016); DURAND-LASERVE et Le ROY (2012) dans le cadre de leurs études respectives sur La dynamique des systèmes fonciers dans le bassin du fleuve Niger au Mali, La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050 et La gouvernance territoriale et ses enjeux pour la gestion des ressources naturelles.

Perspectives du foncier agricole

La majorité des personnes enquêtées dans les communes de Koloningué et de M'Pèssoba pensent que le foncier agricole ne leur réserve pas de lendemains heureux. Les perceptions indiquent une croissance des difficultés d'accès à la terre consécutive à une réduction des espaces agricoles sous l'influence conjuguée de la pression démographique, des changements climatiques et la pauvreté des sols. Cela risque pousser plus de bras valides à l'exode rural comme signalé dans la commune de M'Pèssoba. Les mêmes perceptions n'excluent pas des tendances accrues de la vente de terre agricole encore isolée sous l'influence d'une gouvernance plus moderne qui s'amorce. AOPP(2009), dans « la question foncière au Mali, propositions paysannes » tirait la sonnette d'alarme à propos du foncier rural, l'un des épineux problèmes auxquels l'agriculture familiale et la paix sociale dans les communautés rurales se heurtent.

CONCLUSION GENERALE

A partir des résultats, on remarque que de période coloniale à nos jours, différents acteurs autochtones ou allochtones accèdent à la terre par héritage, don, prêt, achat dans la zone. L'accès à la terre est géré par des autorités traditionnelles en aval et en amont, à travers des procédures d'accès et des mécanismes de gestion des conflits fonciers.

Les enquêtes révèlent que les changements de la gouvernance des terres sont principalement dus à la croissance démographique, au manque de confiance entre les acteurs et aux changements climatiques.

Selon les populations enquêtées, l'avenir réserve de sérieuses difficultés d'accès à la terre, une réduction des terres agricoles et une hausse du niveau de l'exode rural si la tendance se poursuit.

Elles proposent de revaloriser les mécanismes traditionnels de gestion des terres pour faciliter l'accès et réduire les conflits fonciers.

En perspectives, une gestion durable des terres est nécessaire à travers une réduction des superficies des emblavures et une intensification des méthodes culturales par l'utilisation de semences améliorées, de fumure organo-minérale et d'associations culturales conseillées par les services techniques.

Il importe enfin de moderniser les mécanismes locaux de gestions des terres agricoles en renforçant le rôle des autorités coutumières surtout en les impliquant dans le jugement des conflits fonciers réglés par les tribunaux.

REFERENCES

- DURAND-LASSERVE, A., & Le ROY, É. (2012). La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050. 158.
- AOPP, N. (2009). La question foncière au Mali, propositions paysannes. p. 25.
- BOATENG, P. K. (2017). Land Access, Agricultural Land Use Changes and Narratives about Land Degradation in the Savannahs of Northeast Ghana during the the Pre-Colonial and Colonial Périods. *Centre for Geography and Environmental Science, Monash University*, 26.
- CAMARA, B. (2016). La dynamique des systemes fonciers dans le bassin du fleuve niger au Mali. *Ibid Binary*, 18-19.
- CHAUVEAU, J.-P., & KOFFI BOBO, S. (2005). Crise foncière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire forestière. *Outre-Terre*, 06-55.
- DUFUMIER, M. (2005). Etude des systèmes agraires et typologie des systèmes de production agricole dans la région cotonnière du Mali. 83.
- HILHORTS, T. (2008). Le rôle des instances locales de gouvernance dans la gestion des ressources naturelles au Mali, au Burkina Faso et au Niger. 35.
- LASAREV, G., & Kalbermatten, G. (2009). La gouvernance territoriale et ses enjeux pour la gestion des ressources naturelles. 64.
- SANGARE, Y., & CORNU, F. (2010). le schéma d'aménagement pastoral: un outil de reconnaissance et de sécurisation du foncier dans le delta intérieur du Niger (Mopti et Tombouctou). 19.
- TRAORE, A. M. (1996). Thèse: Les enjeux de la gestion de l'espace dans la zone de Manantali: Réalités et perspectives. 253.

OUVRAGES GENERAUX

Convention locale de gestion des terres et des autres ressources naturelles dans le terroir villageois de Kemessorola., 2013. 21p.

DIARRA F., 2015(Mémoire de DEA, Contribution à l'étude de la végétation et de la disponibilité fourragère dans le bassin versant de la mare d'Agoufou dans le Gourma Malien) 99p.

DIARRA M. et MONIMART M., 2006. (Genre, foncier et décentralisation au Niger) 49p.

Loi N°06-045 portant Loi d'Orientation Agricole (LOA) au Mali. 2006. 31p.

Ministère du développement rural. 2014. (Politique Foncière Agricole du Mali) ,44p.

Monographie de la commune rurale de Koloningué., 2016.10p.

Monographie de la commune rurale de M'Pèssoba., 2014.7p.

NIMAGA B. et KALINGANIRE A., 2006. (Intégration du genre dans la mise en œuvre d'un programme agroforestier au sahel, guide pratique des chercheurs) 82p.

Ordonnance N°00-027/PRM du 22 Mars 2000 (portant Code Domanial et Foncier, modifiée et ratifiée par la LOI N°2012-001 du 10 Janvier 2012), 2p.

Plan de développement social économique et culturel de la commune de Koloningué., 2011-2015.32p.

Plan de développement social économique et culturel de la commune de M'Pèssoba., 2011-2015., 54p.

TRAORE V.D., 2016. (La végétation des régions humides et sèches d'Afrique de l'Ouest, Initiation à la systématique botanique et à l'ethnobotanique).96p.

Site Web :

<http://www.assar.uct.ac.za/regions#sthash.6vNzYfTX.dpuf>, consulté le 06/06/2017 à

16 :32

ANNEXES

Annexe 1 : carte des pays ASSAR



Source : <http://www.assar.uct.ac.za/regions#sthash.6vNzYfTX.dpuf>

Annexe 2 : guide d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN

«Analyse de la dynamique des modes d'accès au foncier agricole dans les Communes Rurales de Koloningué et de M'Pèssoba, Cercle de Koutiala au Mali»

LOCALISATION DE L'ETUDE

Cercle de : Koutiala. Structure :.....Commune rurale de :.....
Village de :.....

IDENTITE PERSONNE RESSOURCE

Prénom et Nom :
Age :.....Statut matrimonial :.....Sexe :.....

A/DOCUMENTATION DES MODES D'ACCES AU FONCIER AGRICOLE

.....
.....
.....
.....

B/LES CHANGEMENTS INTERVENUS A LA GOUVERNANCE

.....
.....
.....

C/REGLES ET INTERRELATIONS DE GOUVERNANCE DES TERRES AGRICOLES

.....
.....
.....
.....

Annexe 3 : questionnaire

QUESTIONNAIRE

«Analyse de la dynamique des modes d'accès au foncier agricole dans les Communes Rurales de Koloningué et de M'Pèssoba, Cercle de Koutiala au Mali»

LOCALISATION DE L'ETUDE

Cercle de : Koutiala. Commune rurale de : Village de :
INTERVIEWE : N° ORD. DATE :/...../..... 2017

IDENTIFICATION DE L'INTERVIEWE

Type interviewé: Chef d'exploitation:.....Personne ressource :.....
Prénom et Nom :
Age :.....Statut matrimonial :.....Sexe :.....
Formation : Classique :(1 fondamentale/2 secondaire/3supérieure) :.....
Alphabétisation :... Coranique :...
Activité principale :.....
Activité secondaire:

A/DOCUMENTATION DES MODES D'ACCES AU FONCIER AGRICOLE

Compte tenu de votre vécu, votre expérience et votre savoir local, qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur l'accès au foncier agricole dans votre terroir, comment on accède à la terre agricole ici chez vous?

.....
.....

Quels sont selon vous les modes d'accès qui dominent ?

.....
.....

Quels sont les outils de formalisation de l'accès à la terre reconnus dans votre terroir ?

.....
.....

B/CARACTERISATION DES ACTEURS DU FONCIER AGRICOLE

Qui sont les acteurs auxquels il faut s'adresser pour obtenir un champ ?

.....
.....

Qui sont ceux qui viennent à eux pour avoir un champ ?

.....
.....

C/REGLES ET INTERRELATIONS DE GOUVERNANCE DES TERRES AGRICOLES

Quelles sont règles locales que vous avez mis en place pour mieux sécuriser vos terres agricoles ?

.....
.....

Comment vous régler les conflits nés du non-respect des règles locales de gestion des terres agricoles ?

.....
.....

A quand remonte le dernier conflit qui a été géré par ces règles locales?

.....
.....

Pouvez-vous en dire plus sur ce conflit ?

.....
.....

Comment c'est arrivé ?

.....
.....

Comment ça été géré ?

.....
.....

Quelles sont les relations qui existent entre les règles locales et celles nationales en la matière?

.....
.....

Est-ce qu'il vous arrive souvent de recourir aux tribunaux ? Si oui, dans quel cas ? Pouvez-vous nous raconter l'histoire du dernier conflit au tribunal (s'il y'en a) ?

.....
.....

Depuis quand vous gérez l'accès à vos terres comme ça ?

.....
.....

D/ANALYSE DES CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LE TEMPS

Comment la gouvernance du foncier agricole se faisait dans votre terroir avant cette période?

.....
.....

Quels sont les changements intervenus entretemps à la gouvernance des terres agricoles ?

.....
.....

Pouvez-vous nous parler des raisons des changements intervenus entretemps ?

.....
.....

E/LES PERSPECTIVES D'AVENIR DU FONCIER AGRICOLE

A votre avis, si on reste dans le contexte actuel, comment est-ce que les terres agricoles vont devenir dans un futur proche et lointain ?

.....
.....

F/AUTRES INFORMATIONS

.....
.....

Annexe 4 : quelques Images de terrain



Photos visite exploratoire à Koutiala



Photos Prises à la Mairie de M'Pèssoba à l'occasion de la rencontre avec le Maire et le Premier adjoint



Photos Prises à la Mairie de Koloningué à l'occasion de la rencontre avec le Maire